

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Un appel aux syndicalistes libres

Les militants et les autres

par G. LAMIZET

Replaçons l'action syndicale devant
ses véritables buts

par Albert LEMIRE

Les possibilités de Force Ouvrière

par Clément DELSOL

Un parlement plus royaliste que le roi

par J. PERA

Visite aux conseils ouvriers yougoslaves

par R. JOUSSELIN

Le docteur Jivago n'est-il qu'un
rebouteux Khrouchtchevien?

par Maurice LIME

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

EXTERIEUR

Six mois 800 fr.
Un an 1.500 fr.

Le numéro : 120 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FOND

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-89 Paris

Sommaire du N° 434 - Décembre 1958

Aux syndicalistes libres

Les militants et les autres G. LAMIZET
Replaçons l'action syndicale devant ses vé-
ritables buts Albert LEMIRE

Chronique de l'Union des Syndicalistes

Continuons de rendre à César. — L'unité
syndicale vue de la C.G.T. — Peut-on évi-
ter une crise économique ? — Notre as-
semblée générale du 15 novembre R. GUILLORE
Les possibilités de Force Ouvrière Clément DELSOL
Un parlement plus royaliste que le roi J. PERA
De la vie au théâtre L. M.

Propos sur la situation mouvante et nos idées constantes

Le sondage électoral. — Sur les ruines de
la démocratie conservatrice. — Ballottage
triangulaire et espoir syndicaliste Roger HAGNAUER

Problèmes

Contrôle du circuit commercial. — Educa-
tion et culture socialistes. — Rapports en-
tre le mouvement syndical uni et démoc-
ratique et la franc-maçonnerie Jean DUPERRAY
A propos de nouvelles opérations (lettre à
D. Forestier) R. H.

Notes d'économie et de politique

La seule réponse qui convienne. — La ré-
ponse du berger. — Le géant a-t-il un
talon d'Achille ? — Une nation c'est une
idée R. LOUZON
Lettre de Tunis : A propos du procès des
youssefistes J.-P. FINIDORI
Les forces syndicales dans la communauté
européenne Cécile MICHAUD
Visite aux conseils ouvriers yougoslaves R. JOUSSELIN
Notre Espagne L. M.
Le docteur Jivago n'est-il qu'un rebou-
teux khrouchtchevien ? Maurice LIME

ENTRE NOUS

Nous ne sommes pas suspects de confiance abusive en nous-mêmes et d'excess d'optimisme. Nous ne dissimulons pas nos difficultés. Nous n'étouffons pas les critiques que l'on nous adresse. Si nous nous plaignons, c'est de l'excès de discrétion de nos lecteurs et de nos amis.

Les appels que nous prodiguons en cet endroit n'ont pas bénéficié d'une audience suffisante. Il nous faut insister sans nous lasser. D'autant plus que nous sommes encouragés par des symptômes favorables.

D'abord on s'occupe de plus en plus de la « R.P. ». Pour la louer quelquefois. Aussi pour s'accrocher à elle, comme à un des derniers îlots de résistance aux flux de conformismes divergents et également malfaisants. Par prudence, on ne veut pas insister. Quoique quelques mots sur les talons de mandats de la veuve de Lapraz, cet apôtre savoyard du syndicalisme et de la Libre Pensée — de Tony Peyre, ancien secrétaire de l'Union F.O. de la Loire pourraient figurer en bonne place dans les colonnes de l'actif... Aussi ces propos cueillis sous la plume de gens qui ne sont plus des nôtres, mais qui ont l'élégance de nous rendre justice : nous devons tant à la « R.P. ».

Il est vrai que l'on nous critique aussi. Et c'est bien ce que nous demandons... Même lorsque les

critiques sont contradictoires. On nous demande des études plus profondes, plus solides ; on s'étonne que les jeunes ne se consacrent plus à l'étude complète et minutieuse d'un problème. On nous demande aussi de suivre l'actualité et de publier des articles courts sur les batailles ouvrières. Cette contradiction elle-même nous paraît judicieuse et justifiable. Il faudrait dans chaque numéro une ou deux monographies et des rubriques actuelles. Mais cela demande un réseau étendu de collaborateurs et de correspondants... naturellement bénévoles, c'est-à-dire capables d'entreprendre une besogne assez lourde en plus de leur travail salarié. Ce qui nous paraît également très favorable, c'est que notre rédaction s'élargit, se complète, sans se renouveler. Ce numéro en apporte la preuve. Et il indique aussi une tendance syndicale très nette. Tendance que nous voulons prolonger et fortifier.

Mais nous voulons absolument pour nos étrennes de 1959, deux cadeaux précieux :

1) Une trésorerie à l'aise. Des moyens financiers qui nous permettent d'envisager l'augmentation du nombre de pages, un effort de propagande, même la publication de numéros spéciaux.

2) Un recrutement intense d'abonnés nouveaux.

Il faut donc répéter encore nos mots d'ordre. Des abonnements, des souscriptions — des listes de possibles — des correspondants qui soient à la fois des collaborateurs et des diffuseurs de la « R.P. ».

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes, 231, rue de Charenton, Paris.

AUX SYNDICALISTES LIBRES

On affirme que si les syndicats peuvent encore mener une action limitée et relativement efficace, le syndicalisme en tant que mouvement n'est plus qu'un souvenir historique — que si l'autonomie organique des syndicats est à peu près maintenue — au moins dans les pays démocratiques — il n'y a plus trace d'indépendance réelle dans la conception des idées, l'élaboration des programmes, la formation des militants.

C'est là un jugement hâtif qui ne repose pas sur un examen objectif et exact des choses. Au sein de grandes organisations étrangères que l'on dit réformistes, il s'engage des discussions générales, on formule des initiatives, qui, si elles ne déterminent pas souvent une action ouvrière d'envergure, remuent l'opinion publique, éclairent, contraignent ou gênent les gouvernants et les législateurs. La centrale américaine, les Trade-Unions, les centrales suisse, belge, hollandaise affirment constamment leur présence et ne laissent aucun problème ouvrier hors de leur activité. En Allemagne fédérale, en Italie, au Japon l'action syndicale, discutable sans doute, n'est jamais négligeable. Nos amis de la centrale syndicaliste libertaire de Suède ébranlent le conformisme des lourdes machines syndicales de Scandinavie. Dans les Etats nouveaux ou encore soumis à des dictatures plus ou moins fermes, d'Amérique du Centre et du Sud, d'Asie et d'Afrique, on note des signes précurseurs d'une naissance d'un syndicalisme indépendant. Même en Espagne et dans l'empire khrouchtchevien, la spontanéité ouvrière se décèle à travers les appareils syndicaux et inquiète les maîtres des Etats totalitaires.

En France, patrie du syndicalisme révolutionnaire, les idées syndicalistes animent encore de nombreux militants qui lorsqu'ils se groupent interviennent avec plus ou moins de résonance à la C.F.T.C. (où la minorité de gauche reste un puissant facteur de rajeunissement) à la Fédération autonome de l'Education nationale. On les entend aussi à la C.G.T.-F.O., quelquefois dans certains syndicats de la C.G.T.

C'est pour ranimer la foi dans le syndicalisme, pour provoquer des discussions libres qui n'aboutissent pas à des consignes fractionnelles, pour que se connaissent et se retrouvent ceux qui dans tous les syndicats restent fidèles à la totale indépendance du syndicalisme, que l'Union des Syndicalistes a été fondée. Et c'est par une rencontre normale qu'elle s'est exprimée dans la Révolution prolétarienne.

La « R.P. » entrera le 1^{er} janvier dans sa 35^e année. Sauf pendant huit années où la liberté était proscrite, sa parution régulière a été assu-

rée exclusivement par les abonnements et les souscriptions, par le dévouement totalement bénévole de ses administrateurs et rédacteurs. Seule, dans toute la presse, elle a publié tous ses comptes, et s'est toujours soumise à la libre critique de ses lecteurs.

Depuis 1925, par ses rubriques et monographies, par ses libres débats sur tous les problèmes ouvriers, elle s'est efforcée de créer et d'entretenir une opinion ouvrière. Ses deux collections d'avant et d'après guerre apportent une documentation aussi étendue que possible — dont la valeur historique a été signalée par Edouard Dolléans — sur le stalinisme, sur le colonialisme, sur la nationalisation, sur l'Unité syndicale, sur toutes les grandes grèves, sur la situation ouvrière dans tous les pays du monde.

Mais surtout la liberté dont jouissent tous ses rédacteurs permanents ou occasionnels, la volonté de ses fondateurs d'offrir une tribune libre à tous les militants qui ont pu y dire ce qu'ils ne pouvaient dire nulle part, a permis d'engager des campagnes toujours fructueuses, de poser tous les problèmes intéressant la classe ouvrière.

Il faut bien reconnaître que depuis dix ans, tous les organes qui véhiculaient de libres opinions syndicales ont disparu : l'Unité, le Courrier syndical, le Trait d'Union, la Tribune syndicale, les Liaisons syndicales. D'autres, à caractère plus politique, mais qui comptaient des militants syndicalistes comme rédacteurs, telles la Lutte, la Démocratie prolétarienne, Commune, ont disparu également.

On n'a pu continuer à faire paraître ni la Revue syndicaliste de Belin, ni Travail et Liberté, organes officieux des syndicats « indépendants ». Notre ami Michel Collinet a dû abandonner sa Lettre aux militants. Et nous ne parlons pas des publications nées en marge du mouvement, de ressources mystérieuses et d'inspiration douteuse, qui naissent, sévissent et disparaissent sans laisser de traces.

La « R.P. » offre à tous les militants syndicalistes, qu'ils soient ou non responsables syndicaux, l'hospitalité la plus large possible dans ses colonnes. Qu'ils y disent tout ce qu'il faut dire sur l'action de leurs organisations, l'orientation du mouvement, tous les problèmes sociaux et économiques.

Ce que nous leur demandons en échange, c'est simplement d'assurer la continuité d'une œuvre dont le caractère unique actuellement justifie la nécessité. Qu'ils diffusent la « R. P. », qu'ils recrutent des abonnés, qu'ils songent à la relève de ceux dont le dévouement est hélas ! aussi vieux que la revue elle-même.

L'EXAMEN DE NOS COMPTES en dernière page permettra aux camarades qui nous suivent et nous soutiennent de constater que notre trésorerie est un peu à l'étroit en cette fin d'année.

Qu'ils n'oublient pas la « R.P. », la seule revue syndicaliste actuellement existante ! Nous faisons appel à eux encore une fois, parce que nous n'avons pas d'autres bailleurs de fonds :

Renouvelez vos abonnements. Recueillez-en de nouveaux. AVANT TOUT, faites une nouvelle souscription immédiate.

La « R.P. » compte sur vous !

C.C.P. 734-99 Paris.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

LES MILITANTS ET LES AUTRES

Etant allé à l'assemblée de l'Union des Syndicalistes qui s'est tenue le 15 novembre à la Bourse du Travail, j'ai dû la quitter avant la fin. Voici, sans beaucoup d'ordre, quelques-unes des réflexions que m'ont inspirées le rapport de Guilloré. Elles peuvent se raccorder à celles d'Albert Lemire qu'on a pu lire dans la dernière « R.P. ».

Je ne crois pas que les militants soient aujourd'hui parmi les travailleurs les spécimens d'une espèce en voie de disparition. N'oublions pas que la part la plus grande et la plus ardente de cette sauvage espèce continue d'être domestiquée, génération après génération, par le P.C. Et répétons-nous que, parmi les militants des nouvelles générations qui sont restés des hommes libres, la « R.P. » n'est guère lue. C'est dommage. Sans cesser d'être elle-même, pour être elle-même, elle devrait faire en sorte d'être lue par eux et écrite par eux.

Mais il n'y a pas qu'eux.

Compte tenu du détournement de la plupart des jeunes zèles révolutionnaires par le P.C. — compte tenu aussi de l'entrée d'une proportion de plus en plus grande des salariés parmi ces « cadres » dont le volume devient de plus en plus démesuré dans l'économie — on peut se demander s'il n'y a pas dans le prolétariat, plutôt qu'un moindre nombre de militants, une distance plus grande entre ces militants et les gens de leur classe. Ce fossé devrait être comblé. Rien ne peut être entrepris qu'à cette condition.

C'est là un problème que le P.C. n'a jamais négligé. La « R.P. » doit se le poser, et elle pourrait contribuer à le résoudre, dans la mesure de ses moyens, en ne s'adressant pas aux seuls militants.

L'Union des Syndicalistes doit se le poser aussi. L'action syndicale peut mourir de devenir une opération politique, ou la sinécure des permanents et des « bifteckards », mais aussi de demeurer le monopole d'une poignée de militants honnêtes, convaincus, clairvoyants, dévoués, toujours sur la brèche et tout ce qu'on voudra, mais séparés de la masse passive des cotisants.

La bureaucratization des syndicats est à la fois un effet et une cause de cette vaste passivité. Et on a raison d'incriminer la pratique des heures supplémentaires, et le scooter, l'auto ou la télévision pour lesquels se font — se faisaient — les heures supplémentaires. Mais peut-être faudrait-il incriminer aussi les militants eux-mêmes. Hors des usines, des chantiers et des bureaux, ils se retrouvent **entre eux**, dans leur univers. Ils s'enchantent de leurs palabres, de leur égotisme, de leurs problèmes, de leur entente ou de leurs désaccords. Ils jonglent avec les sigles. Ils se lancent des motions à la tête. Et ils s'aperçoivent un beau jour qu'ils ne sont pas épaulés par les autres travailleurs, et qu'ils n'ont plus de prise sur la réalité.

Le militantisme est une passion, tout comme le cyclisme, l'amour, la pêche à la ligne, le jazz, le jardinage ou la photographie. J'ai toujours admiré que certains de ceux qui donnent tout leur temps à leur parti ou à leur syndicat aient l'air de s'attendre à quelque reconnaissance pour un dévouement où ils trouvent leur joie et un sentiment vif de leur importance. Cette raison de vivre que le militant s'est découverte ne devrait pas l'isoler, au contraire, de ceux qui en ont trouvé une autre — joueurs de football, peintres du dimanche — ou qui n'en ont pas trouvé du tout, de ceux qui peut-être ne jugent aucune cause digne qu'ils lui consacrent cette vie unique qu'est la leur.

Qui sait s'il ne faudrait pas reprendre, à l'adresse

des militants, le mot de Talleyrand : « Pas de zèle » ? Du moins pourraient-ils se demander si leur zèle s'emploie pour le mieux. Ce qui est souhaitable, c'est qu'avec moins de passion, moins d'abnégation, **tous** les salariés en viennent à s'occuper, peu ou prou, tant bien que mal, de leurs propres affaires. Une condition en est évidemment la réduction de la durée du travail, et il importe de réveiller l'esprit qui avait fait réclamer les 40 heures. Mais on peut se demander si ce n'est pas parce que les militants ont trop fait que les autres ne font plus assez.

Je songe, par exemple, à des camarades que je rencontrais naguère au comité de rédaction de feu « La Commune », à ces dirigeants du Syndicat national de l'Enseignement secondaire (S.N.E.S., pour les initiés) qui sont Ruff, Cheramy, Letourneur. Voilà des militants assez loin de représenter authentiquement les cotisants pour qui ils luttent, par qui ils ont été élus, et aux yeux de qui ils ont pour mérite principal de n'être pas communistes. Le Syndicat n'est-il pas entré dans le même au-delà que le Parlement ? Par l'élection des responsables syndicaux la masse des professeurs syndiqués n'a fait que se décharger entre leurs mains du soin de ses affaires, tout comme le peuple français vient de se décharger du soin des siennes entre les mains du Général. Paternalisme partout. En dépit d'eux-mêmes, ces militants sont des « bonzes ».

Il s'agit là du syndicat auquel j'appartiens. Autant que je sache, le Syndicat des Instituteurs souffre du même mal, encore que moins gravement. L'éparpillement d'un grand nombre de ses membres dans les écoles rurales n'est d'ailleurs pas fait pour l'en préserver. C'est un mal qu'il ne faut pas se dissimuler quand on s'enorgueillit de voir au Congrès de la F.E.N. le rapport d'activité approuvé à une majorité supérieure aux 80 % du référendum.

On sait qu'un remède héroïque est essayé par quelques militants du groupe « Socialisme ou Barbarie ». A les entendre, il faut rompre radicalement avec l'appareil des syndicats et s'organiser d'une manière autonome dans chaque entreprise. Chez Renault, par exemple, il s'agit pour commencer d'obtenir que tout un chacun s'exprime dans « Tribune ouvrière ».

Il me semble qu'une telle expérience (rappelant l'apparition des shop-stewards dans les entreprises anglaises), avec ce qu'il est inévitable et peut-être souhaitable qu'elle ait d'intransigent, doit trouver dans la « R.P. » un écho. Et n'y a-t-il pas là un effort pour réaliser dans le cadre d'une entreprise ce que se propose la « R.P. » elle-même ? Quand elle ne servirait qu'à aiguillonner les bureaucrates des syndicats ou à rendre leurs militants plus conscients de l'insuffisance des leçons entre n'importe quelle « avant-garde du prolétariat » et la gros de l'armée, cette tentative ne serait pas vaine.

Et peu importe que les auteurs en soient les trotskistes (comme il importe peu que Ruff ou ses amis, ainsi qu'il a été dit le 15 novembre, soient des trotskistes, d'ailleurs ennemis des précédents, comme il se doit). Et peu importent les rebuffades. Si les camarades de « Tribune ouvrière » ne veulent pas écrire dans la « R.P. », ils n'empêchent pas la « R.P. » de reproduire ce qu'ils écrivent. Des bulletins analogues à « Tribune ouvrière » sont ronéotypés dans d'autres entreprises ; pourquoi la « R.P. » n'y puiserait-elle pas — ainsi qu'à d'autres sources — de quoi faire une **revue de la presse ouvrière** à laquelle elle donnerait autant de place et de régularité qu'aux lettres des lecteurs ou aux lettres de l'étranger ? S'il s'agit de rendre la « R.P. » plus vivante, voilà une proposition pratique.

Elle sera d'autant plus vivante qu'elle sera plus ouverte. Ce qu'elle a à dire, il faut qu'elle le fasse entendre non seulement aux militants qui demeurent rassemblés autour d'elle, mais aussi à ceux qui se sont rencontrés ailleurs. Jamais on n'a fini de dépeupler le sectarisme et l'inutile orgueil d'avoir raison. On s'en rend compte à l'Union des Syndicalistes. Que nous importent le marxisme de ceux-ci ou le christianisme de ceux-là ? Prenons garde aux comportements plutôt qu'aux idéologies. A quoi bon rompre des lances contre ces moulins à vent que sont les « ismes », tous les « ismes » ?

Et encore une fois il ne faut pas songer seulement aux militants, mais **aux autres**. Peut-être la « R.P. » devrait-elle se départir un peu de son austérité. Est-ce un mérite qu'elle soit moins plaisante à lire que « l'Express » ? Peut-être pourrait-elle trouver sa manière à elle de faire une place au sport, aux films, aux chansons. Si ce n'est pas là une proposition sacrilège, c'est encore une proposition pratique.

Mais comment savoir ce qu'en penseraient, outre les lecteurs de la « R.P. », ses lecteurs **possibles** ?

G. LAMIZET.

REPLAÇONS L'ACTION SYNDICALE DEVANT SES VÉRITABLES BUTS

Je crois qu'il ne serait pas mauvais d'envisager une enquête dans la « R.P. », dont le sujet serait les changements structurels et psychologiques qui se sont produits dans la classe ouvrière depuis environ un quart de siècle.

Au congrès de la C.G.T., à Lyon, après la guerre de 14-18, Pierre Monatte dans son intervention, montrait que les apôtres du syndicalisme étaient devenus des administrateurs. Désormais sur le plan sociologique l'on peut montrer qu'à l'intérieur de la fiction prolétarienne se développe une mentalité bourgeoise qui tient en échec dans la réalité immédiate les concepts classiques d'un certain marxisme absolument figé. Pour le constater il n'est nullement besoin d'aller outre-Atlantique ; chaque jour dans notre vie qui ne s'aperçoit que le prosélitisme généreux des fondateurs du syndicalisme (les apôtres) a fait place à une exploitation farouche de l'échelle des conditions de salaire par les administrateurs syndicaux (car ils sont devenus ça et uniquement ça).

Une bourgeoisie basée non plus sur les titres de rente ou la possession des moyens de production ou de la terre ou de la construction ou des fonctions libérales, s'est formée à l'intérieur du monde travailleur, mettant en avant pour exiger des avantages spéciaux, toute la gamme des connaissances supérieures (réelles ou fausses, car quelquefois simplement l'entregent sert de catapultage vers les sommets). Quelle que soit la nature de ce phénomène, le résultat est que la notion syndicaliste de lutte s'en trouve faussée, paralysée, noyée dans une vaste impuissance à conquérir des réformes de fond (réduction de la journée de travail, nivellement des conditions générales d'existence, etc.). Vaste problème.

Je regrette d'autre part le titre donné à mon papier dans le dernier numéro de la « R. P. » : « Place aux bras nus », qui aurait dû être expliqué. Je précise que c'est Delécluze, le vieux chef communal qui mourut en chapeau haut-de-forme sur la barricade du boulevard Voltaire et qui, dans une proclamation in extremis aux Parisiens, devant la gabegie des états-majors de l'insurrection, alors que tout était perdu, crut bon de lancer la fameuse phrase : « Place au peuple aux bras nus ! ».

Cette citation n'a de valeur que si on l'applique par comparaison avec la Commune de 1871 à notre mois de mai 58 où le peuple (au sens où l'entendait Michelet) ne pouvait que se faire massacrer inu-

tilement (bien sûr, sans chapeau haut-de-forme).

En 1934 Jouhaux malgré ses mauvaises fréquentations avait fait confiance à la grève générale ; en 1958 tous les généraux du syndicalisme ont préféré ne rien risquer et pour cause ! Le fiasco aurait été démoralisant.

Je crois que c'est en replaçant l'action syndicale devant ses véritables buts, en utilisant tous les moyens compatibles de l'époque vécue que l'on devrait redonner de la vigueur et de la logique à toutes nos revendications. S'abandonner à des formules aussi généreuses qu'elles soient, c'est à la manière de Delécluze donner un coup de chapeau (haut-de-forme ou pas) à la mort de toute espérance, visant à des conquêtes intelligentes (partage logique des richesses produites).

Des camarades d'usine m'ont accroché sur ma prétendue phobie de l'auto « démocratique ». S'ils ne m'ont pas traité de croquant ils pensent sûrement que je suis bel et bien un « amorti » pour parler comme les « Tricheurs ». Je maintiens intégralement ma thèse qui débusque aussi bien les théoriciens de la « paupérisation généralisée » du prolétariat, que ceux qui se voilent pudiquement la face devant le terrible coin enfoncé dans le monde du travail, séparant ceux qui sont mal payés, de ceux qui sont relativement bien payés. Certes, jadis ce phénomène existait déjà, mais la tendance présente va tellement dans le sens de l'exagération qu'elle déséquilibre terriblement l'action syndicale. Celui qui est bien nourri, bien logé, et le reste (je n'insiste pas sur la possession de la bagnole qui représente pour les « fanatiques » bien souvent du moins pour les moyens salariés de terribles restrictions). Je sais que le fait d'aborder certains problèmes sous l'angle où je me place, peut avoir quelque chose de désagréable et je m'en excuse. Je n'y peux rien et je crois que se contenter de raisonnements abstraits d'images d'Épinal (bourgeois pansu, le ventre barré d'une chaîne d'or, en haut-de-forme, prolétaire en casquette, costaud tenant la hampe d'un drapeau rouge, etc), constitue une sorte de trahison intellectuelle à l'égard de l'idéal que nous défendons.

Pour 1959, la « R. P. » se devrait d'enquêter sur ces questions auprès de nos meilleurs écrivains, de ceux qui sont vraiment partisans de voir changer la condition prolétarienne, même en piétinant les **schémas simplistes et les imageries « révolutionnaires »** bonnes tout au plus pour les patronages.

A. LEMIRE.

Chronique de l'Union des Syndicalistes

Continuons de rendre à César...

Au moment où j'écris cette chronique, César n'est pas encore parti pour son quatrième voyage en Algérie.

Ne préjugeons pas. Nous nous étions déjà bien trop pressés de tirer des conclusions trop optimistes de la conférence de presse du 24 octobre. Il n'y a, hélas ! que pour le maréchal Juin que la guerre d'Algérie est terminée, encore dit-il « virtuellement » terminée. Et comme ce maréchal est en même temps académicien et qu'on peut, à la rigueur, supposer qu'il connaît le français cela veut dire que la guerre continue.

La politique de César est encore ambiguë. Faut-il penser qu'en Algérie, il est tombé sur un premier bec (qui ne serait que le premier d'une série) ? Aurait-il déjà révélé qu'il n'est qu'un César d'opérette, tandis que les vrais maîtres de l'Algérie, ayant à la fois repris le poil de la bête et la direction des opérations, sont maintenant bien partis pour remporter la victoire, sinon en Algérie, mais dans la métropole même ? Ou bien, au contraire, ce rusé — comme dit Robert Louzon — ne nous aurait-il nourris de bonnes paroles qu'en instance de mets plus épicés, plats de résistance de sa vraie politique ?

Nous n'allons pas tarder à être édifiés. On peut compter sur nous pour continuer de rendre impartiallement à César tout ce qui lui revient. Si, en esprit — et même, quand nous le pouvons, en action — nous sommes « dans un autre univers », il n'en reste pas moins que, bon gré mal gré, nous sommes bel et bien entraînés derrière son char (ou embarqués sur sa caravelle).

* *

Pour ce qui est de la politique intérieure, César nous a donné un premier aperçu de sa manière en refusant au « ministre dépensier » qu'est le ministre de l'Education Nationale, les quelque soixante milliards de supplément de crédits qu'il sollicitait de son collègue Harpagon. Il s'agissait non de crédits de fonctionnement, mais d'équipement ; pour parler un langage accessible à tous : il s'agissait en application d'un plan d'urgence, de donner à l'Université française les moyens « d'être à la page », c'est-à-dire de répondre convenablement aux données démographiques, techniques et scientifiques d'aujourd'hui.

Il paraît que César ne voit pas la grandeur de ce côté-là. Mais son impériale décision est lourde de signification.

Je dis : impériale décision, car, à la connaissance du bon peuple, elle n'a soulevé aucune rumeur dans la cohorte des serviteurs fidèles. Comment a réagi, selon vous, le ministre de l'Education Nationale, présumé responsable ? A-t-il dit, comme on pouvait raisonnablement s'y attendre et avec toute la déférence nécessaire : « Sire, vous jugerez certainement que je ne puis demeurer, ne serait-ce qu'en apparence, le maître d'une politique différente de celle qu'à votre service, j'avais préconisée. Daignez, s'il vous plaît, me rendre ma liberté » ?

Non, M. Berthoin n'a rien dit de semblable. Il a « encaissé », ce qui, en l'occurrence, n'est vraiment qu'une façon de parler.

* *

Mais parmi ses lieutenants intrépides, y en aurait-il un qui fasse quand même preuve de personnalité, qui se risque à prendre ses aises et à se donner

de l'air ? Eh bien ! oui, il y en a un, et il s'appelle Guy Mollet !

Ce « camarade président » a donné au *Corriere della Sera* une interview bien tapée. Interrogé à la veille du scrutin du 23 novembre, il envisage les inconnues de cette consultation du bon peuple et il dit :

« La seconde (inconnue) est représentée par ce million et demi de voix communistes qui, lors du plébiscite, se sont prononcées pour de Gaulle ».

Ce n'est plus une inconnue depuis. Mais je pense que vous avez souligné comme moi, camarades, le mot inattendu de cette déclaration : *plébiscite*. Comme nous, M. Guy Mollet rend à César ce qui lui appartient ; il ne dit pas référendum, il dit : plébiscite. Le 28 septembre, ce fut un plébiscite, comme l'affirmaient les communistes. A ma connaissance, M. Guy Mollet n'a pas démenti ce propos. Quant au Général, eh bien ! lui aussi, il a « encaissé ».

Mais l'éminent président ne s'en tient pas à des considérations sur le passé, il se lance dans les prévisions :

« ...Le prestige du général sera soumis à une usure d'autant plus intense que plus grandes sont les illusions que l'on se fait sur ses pouvoirs thaumaturgiques et que plus cuisantes de ce fait seront les désillusions... De Gaulle n'inaugure pas le carnaval, il inaugure le carême ».

Nous n'aurons donc pas, s'il faut en croire le premier commis du patron, un César de carnaval, mais un César de carême !

Pour une fois, nous serions enclins à accorder quelque crédit au ministre d'Etat du Général.

Mais, les rats quittent-ils déjà le navire ?...

L'unité syndicale vue de la C.G.T.

Il est possible, sinon probable, que la C.G.T. amorce un tournant sur la question de l'unité.

L'article de Marcel Paul dans « Le Peuple » (organe officiel bimensuel de la C.G.T. — numéro du 15 novembre) n'indique pas encore nettement ce tournant, mais il laisse ouvertes toutes les possibilités.

Il s'intitule : « Le moteur de l'unité ». Un beau titre. Si l'on comprend bien, ce moteur serait l'unité d'action revendicative telle que viennent d'en donner l'exemple les quatre fédérations de l'Energie. « L'unité d'en haut a son origine, sa source en bas ». On voit le thème : apparemment, rien de changé.

Mais c'est plutôt dans le ton que l'on pourrait déceler les premiers signes d'un tournant possible. Voyez déjà la conclusion :

« ...le personnel, du poste le moins important à celui le plus élevé (pas de tournant sur la hiérarchie !), fait la démonstration que l'unité est possible, réalisable et que, grâce à elle, l'espérance du progrès social redevient raisonnable ».

Alors, il y a donc de l'espoir. La scission, œuvre maléfique des « hommes des trusts », selon l'auteur de l'article, va être vaincue. La porte est ouverte pour la reconquête des avantages de 1946, du temps où un certain Marcel Paul était ministre de la Production industrielle.

A ce propos, Marcel Paul affirme à deux reprises dans son article que, depuis 1946, le pouvoir d'achat du personnel de l'Electricité et du Gaz a baissé de plus de 35 %. Est-ce exact ? Aucune donnée n'est fournie qui puisse étayer cette affirmation (du moins, dans l'article en question). Nous aimerions

savoir ce qu'en pensent Delsol et ses camarades du Gaz de banlieue. Avouez que, si c'est vrai, cela mérite d'être crié sur les toits.

Pour en revenir à l'unité, Marcel Paul dit le plus grand bien de la Fédération nationale C.G.T. qui « *resta, malgré tout, la grande force principale du personnel, la grande force d'unité.* »

Il ajoute cependant :

« *Mais la division est un fait moral autant que matériel ; même si les scissions ne touchent qu'un tiers ou un quart du personnel, la lutte de l'ensemble est beaucoup plus difficile.* »

Voilà de l'objectivité ! D'ici à ce que les dirigeants de la C.G.T. redeviennent les « pionniers » de l'unité syndicale, il n'y a peut-être pas loin. Le M.S.U.D. (Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique) ne serait plus qu'un vague compagnon de route. Forestier doit bien connaître la musique. J'ai idée que cette musique-là ne lui plaît pas beaucoup. On étouffe aussi, en embrassant. De ce côté-là, quand un tournant est pris « à la corde » et qu'il s'agit alors de crier : Vive le Roi ! », peu importe, qu'hier encore on criait : « Vive la Ligue ! ».

Peut-on éviter une crise économique ?

Sous ce titre, « Le Monde » du 27 novembre publie un article de M. Chalandon, membre du comité central de l'U.N.R. En somme, c'est un des « nouveaux messieurs ». J'imagine qu'il doit être l'économiste-maison.

Il me paraît intéressant de confronter ce qu'il dit avec ce que j'écrivais, sur la même question, dans le précédent numéro de la « R. P. ». Ma prise de position sur la crise et ses remèdes possibles a suscité quelques réactions chez nos camarades ; je dois dire que, pour la plupart, elles furent favorables.

Si j'y reviens aujourd'hui, c'est pour confirmer, à la lumière de l'article en question, que le gros patronat et son expression politique nouvelle ne voient pas nécessairement les choses comme M. Pinay, et que leur intérêt les pousse, à l'occasion, à se donner des airs « progressistes ».

C'est assez scabreux de se chercher ainsi des cautions dans le camp des superbes. Ça ne m'a pas réussi avec M. Mendès-France dont pourtant je ne disais — et ne pensais — que du bien ! On le verra par la lettre qu'il a envoyée à la « R. P. ». Mais je cours quand même le risque, étant donné que ce M. Chalandon va probablement devenir un augeure.

Passons sur le drame de « la hausse des salaires qui, anticipant le développement de la production, a rompu la stabilité des prix en 1957 ». C'est une chanson bien connue. Mais voyons le tableau de la situation économique actuelle :

« *Ca et là les entreprises réduisent peu à peu leur production. Dans certains secteurs, les 40 heures ne sont pas atteintes. Il va en résulter une diminution du pouvoir d'achat qui sera d'autant plus sensible que ce sont les heures de travail payées le plus cher qui disparaissent les premières. La réduction du pouvoir d'achat engendrera à son tour une diminution des heures de travail : ainsi risque d'être déclenchée une réaction en chaîne dont les conséquences deviendront incontrôlables à partir du moment où les industries-clés en subiront elles-mêmes les effets.* »

La description et la prévision sont correctes. Mais notre auteur passe délibérément à l'attaque de la politique financière des derniers responsables :

« *...cette politique déflationniste ne saurait être poursuivie plus longtemps sans créer de graves perturbations. Ce n'est pas sans inquiétude que l'on*

peut voir aujourd'hui les autorités monétaires maintenir des restrictions de crédits qui vont réduire dangereusement l'activité des industries productrices de biens durables... »

Et M. Chalandon invoque le souvenir de l'expérience Laval de 1935 pour mettre au défi un gouvernement « si fort soit-il », d'assumer jusqu'au bout les conséquences politiques d'une déflation systématique. Que faut-il donc faire ? Écoutons l'économiste-maison :

« *...il faut rechercher moins la diminution des dépenses que l'accroissement potentiel des recettes, que seul le développement de la production est en mesure d'assurer. Notre économie ne peut échapper à l'inflation que par une fuite en avant.* »

Moi, j'avais parlé de « marcher, à flanc de coteau, sur le versant de l'inflation ». L'image était moins audacieuse, mais je ne suis pas économiste de la même maison. Pour qu'on ne se trompe d'ailleurs pas sur nos vrais maîtres, sur les « princes » que nous avons maintenant, M. Chalandon tient à préciser :

« *Imposer à la sidérurgie, à l'industrie de la construction électrique ou mécanique ou même à l'automobile une récession dans les circonstances actuelles reviendrait à pénaliser des entreprises qui ont fait les plus gros efforts techniques et qui sont de ce fait les principaux exportateurs de notre pays.* »

Bien entendu, nous n'étudions pas cela en dilettantes : quand les superbes se trompent de politique, ce sont les humbles qui trinquent. Ils ont déjà commencé de trinquer ! Mais il n'était sans doute pas mauvais de leur montrer que les nouveaux maîtres qu'ils viennent de se donner « démocratiquement » avaient une politique de rechange. Tant pis pour eux s'ils se reposent trop sur celle-ci !

Une dernière citation pour ouvrir peut-être de nouvelles perspectives sur la politique algérienne et africaine en général : « *C'est l'excès des charges improductives, dont les principales sont la défense nationale et l'ensemble des dépenses de la zone franc, qui crée le danger inflationniste.* »

Comment trouvez-vous cela, sous la plume d'un membre du Comité central de l'U.N.R. ?

Notre assemblée générale du 15 novembre

Elle s'est tenue à la Bourse du Travail et, après avoir lentement démarré devant un nombre réduit de camarades, elle a fini par prendre tournure, à la fois dans l'effectif des présents et dans l'intérêt de la discussion. Les camarades s'en sont déclarés satisfaits.

Le rapporteur, Guilloché, parle d'abord de cette question des présents et des absents. Il est difficile de trouver un jour et une heure qui rendent tous les camarades disponibles ; il propose en conséquence de convoquer nos réunions alternativement le samedi après-midi et le vendredi soir.

Il remercie d'abord les camarades qui nous ont permis de nous réunir à la Bourse du Travail. Il fait le tableau de la situation de l'Union dans la situation générale de la classe ouvrière. Il rappelle ce que nous avons fait dans cette dernière période de mutation des institutions bourgeoises. « Nous avons mis l'accent, dit-il, sur les vrais problèmes ». Ils sont là encore, non résolus : l'Algérie d'abord, la crise économique ensuite.

Nous n'entendons nullement nous substituer aux organisations syndicales, mais, conscients de la nécessité d'un syndicalisme de masse, nous n'en croyons pas moins indispensable le syndicalisme

d'affinité. Nous sommes un cercle d'étude et de travail.

Le rapporteur esquisse une étude qu'il faudrait poursuivre et approfondir sur les opinions et comportements des organisations syndicales réelles. Il insiste surtout sur le M.S.U.D. (Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique) et demande aux camarades de reprendre sur ce sujet une discussion déjà ouverte. Il n'oublie pas les groupements ouvriers hors des syndicats.

Les brochures que nous avons fait paraître, avec des succès divers, ont eu pour but justement la vulgarisation des vrais problèmes, dans l'esprit et la pratique de l'internationalisme. Nous en avons d'autres en projet, mais nous devons rééditer celle qui traite de la Charte d'Amiens ; elle est pour le moment épuisée, mais on nous la réclame de part et d'autre.

Nous formons aussi le projet de préparer une conférence nationale des cercles ou individualités membres ou sympathisants de l'Union des syndicalistes.

Guilloré conclura sur le sujet de la « R.P. ». Cette revue est la seule revue syndicaliste encore existante. Sa santé nous est précieuse. Il faut que nous ayons sur ce point une explication franche et complète. La « R.P. » doit être la revue de tous. Elle a été l'œuvre d'une génération non encore remplacée. Il faut absolument assurer la relève ; il nous faut des jeunes. Le rapporteur croit que pour eux, bientôt, l'heure de l'anarcho-syndicalisme (au sens large du terme) sonnera à nouveau.

Mercier ouvre la discussion sur le rapport en demandant de « faire passer dans le concret » les propositions qu'il contient. Chacune de nos réunions devrait être centrée sur un sujet précis avec un rapporteur compétent dûment sollicité.

Le travail relatif aux informations confédérales lui paraît de première nécessité. La brochure éventuelle sur l'Algérie devrait s'étendre aux problèmes généraux des pays néo-indépendants.

Thersant relève dans le rapport un pessimisme exagéré. Pour lui, en tenant compte des moyens, le bilan est positif. L'existence de l'Union des syndicalistes ne peut être remise en question. Mais il nous faudrait un siège et un organe. La « R.P. » est-elle cet organe ? Son statut par rapport à nous devrait être précisé. En tout cas, cela ne doit pas entraîner de conflit. C'est vers la C.G.T. que nous devons regarder car il y existe de nombreux éléments d'opposition. *Thersant* est favorable au M.S.U.D. Il demande qu'on n'oublie pas l'objectif des cercles industriels et préconise la liaison avec le cercle des correcteurs. Enfin, il se déclare en désaccord formel avec l'expression « anarcho-syndicalisme » employée par le rapporteur.

Hoyez, du syndicat des charpentiers en fer, retrace un peu l'histoire récente de son organisation. « Le chemin des charpentiers en fer, dans la C.G.T., n'est pas bordé de roses ». Il cite des chiffres tout à fait impressionnants sur la chute des effectifs dans la Fédération du bâtiment C.G.T. Les élections aux comités d'entreprises ne sont pas un bon critère. Hoyez pense qu'on en viendra à la réunification. Pour lui, le M.S.U.D. est à l'avant-garde de ce mouvement. Il se développe. Il faut y participer activement.

Samson, du syndicat autonome des métaux, essaie d'analyser la confédération autonome, ce qui n'est pas facile, étant donné tous les courants qu'on y rencontre et la confusion qui y règne. Il faut en effet trouver le moyen de parler aux jeunes un langage qu'ils comprennent. De ce point de vue, si lui, Samson, comprend très bien et approuve la diversité des opinions qui se font jour dans la

« R.P. », souvent les jeunes, au contraire, pourraient l'incriminer de ne pas savoir ce qu'elle veut.

Maurice Kirsch déclare passionnante et non oiseuse la discussion sur anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire. Il propose de s'en tenir à syndicalisme indépendant. Les difficultés que traverse la C.G.T. pourraient l'inciter à soutenir une politique d'unification syndicale comme courroie de transmission vers le pouvoir. Pour lui, on constatera l'emploi de plus en plus rare des formes violentes de la lutte de classe. Une certaine fonctionnarisation du prolétariat nous oblige, non à abroger, mais à compléter la Charte d'Amiens par une nouvelle analyse du prolétariat et du patronat.

Simon signale la croissance du courant unitaire dans la F.E.N. (Fédération de l'Education Nationale), son opposition au syndicalisme d'Etat et la « minorisation » toujours plus grande du courant communiste.

Barton dit que les brochures d'aujourd'hui ne sauraient avoir le même contenu que les brochures d'agitation des premières années du mouvement syndical. Ne sous-estimons pas les jeunes : ils ont besoin d'idées. Nous devons leur fournir à la fois les faits et les idées. Il approuve complètement *Mercier* sur la nécessité de meubler nos réunions par un rapport sur un problème précis. Selon lui, la « R.P. » ne nous a guère apporté quelque chose de neuf, depuis quelques années. Il faut « donner du poids à la « R.P. » ».

Hagnauer pense au contraire que la « R. P. » donne du nouveau, ne serait-ce que les articles de *Barton* lui-même. Mais, comme dans l'auberge espagnole, on n'y trouve que ce qu'on y apporte. Pouvoir dire tout ce qu'on pense, c'est la qualité irremplaçable de la « R.P. ». Et c'est pourtant ce qui paraît retenir certains d'y écrire plus souvent ! Les rapports entre la « R.P. » et l'Union des syndicalistes sont très étroits et rien ne s'oppose à ce qu'ils le deviennent davantage encore. *Hagnauer* envisage une collaboration possible avec le M.S.U.D. Dans cet effort d'éducation syndicaliste, qu'y a-t-il d'autre en dehors de nous ? Il nous faut toucher et convaincre les camarades qui ont des préventions contre nous, particulièrement au sein de F.O.

Sadik déclare : « Vous vouliez des jeunes ? en voilà ! ». Il signale la revue « Révoltes » qui est une tribune de jeunes et qui étudie sérieusement les problèmes. Les heures supplémentaires, voilà la question dominante dans la situation ouvrière actuelle ! *Sadik* montre aussi comment on joue des « avantages sociaux » pour réduire le salaire effectif. Il faut s'opposer au « robotisme ».

Dichamp, du syndicat autonome du bâtiment, montre qu'il y a actuellement un courant vers l'autonomie. Il en veut pour preuve les lettres inattendues qu'il reçoit de province. Il pense aussi que c'est vers le M.S.U.D. qu'il faut s'orienter. Au sujet de la brochure : « Est-ce que le bâtiment va ? », il en voit l'écoulement naturel par les adhésions au syndicat autonome du bâtiment. Il regrette qu'un chapitre sur la décentralisation industrielle nécessaire ait « sauté », alors qu'il y tenait beaucoup. Les conditions actuelles de l'emploi dans le bâtiment provoquent un abaissement réel des salaires. *Dichamp* nous informe aussi qu'une partie même du patronat est opposée à l'association capital-travail préconisée par de Gaulle.

L'heure avancée et la dispersion rapide des camarades ne nous ont pas permis de terminer sur un plan de travail très net. Nous essaierons de « faire passer dans le concret » les différentes propositions que la discussion très large a mises en évidence.

R. GUILLORE.

LES POSSIBILITÉS DE FORCE OUVRIÈRE

La C.G.T.-F.O. aura onze ans d'existence fin décembre. Les prévisions de la C.G.T. selon lesquelles F.O. ne vivrait pas ne se sont donc pas réalisées. Les débuts furent certes très difficiles pour la plupart des fédérations qui avaient tout à constituer, syndicats et documentation, et qui manquaient de cadres. F.O. eut l'heureuse idée de créer le centre de formation des militants qui a beaucoup contribué à l'éducation syndicale de jeunes camarades et la situation s'est ainsi peu à peu améliorée. Actuellement, fédérations, unions départementales et syndicats peuvent compter sur des cadres sérieux et compétents.

La C.G.T.-F.O. est maintenant bien assise ; elle n'a sans doute pas atteint l'objectif qu'elle s'était primitivement fixé (vider la C.G.T. de ses adhérents non communistes) mais elle est parvenue à grouper un nombre très important de camarades. Si F.O. n'est arrivée qu'à affaiblir — considérablement il est vrai — la C.G.T. sans cependant la discréditer complètement auprès des salariés, cela tient pour une grande part à ce que ces trois lettres, C.G.T., représentent pour la masse des travailleurs : un passé de plus de soixante années de luttes. Ils ne font pas de distinction entre l'activité qui fut celle de la vieille C.G.T. orgueilleusement indépendante de tous partis politiques et celle de la C.G.T. actuelle subordonnée au parti communiste. En outre, un grand nombre de militants en désaccord avec la politisation des syndicats, des socialistes notamment, ont manqué de courage et sont demeurés à la C.G.T. par peur. Il est vrai que les militants qui prenaient l'initiative de constituer un syndicat F.O. et que les communistes tentaient par tous les moyens de discréditer devaient faire preuve d'un cran certain et d'une grande volonté d'aboutir.

Malgré toutes ces difficultés, un point très important a été acquis : il n'est plus possible pour la C.G.T. de lancer un grand mouvement de grève sans l'accord préalable de F.O. et de la C.F.T.C. Par conséquent, une grève générale politique, comme celle que nous avons vécue en 1947 pour tenter d'instaurer un gouvernement communiste ne peut plus se renouveler.

Nous avons ainsi fait échec à la dictature de gauche et conservé notre liberté, ce bien si précieux, « dont on ne mesure l'importance que lorsqu'on l'a perdue », ainsi que nous le disait en 1948 un camarade tchécoslovaque.

Les fédérations F.O. ont défendu de leur mieux les intérêts des travailleurs. C'est ainsi, par exemple, que celles de la métallurgie, des employés, des produits chimiques et de l'alimentation ont revendiqué et obtenu dans certaines entreprises et branches de commerce, des pensions complémentaires qui viennent s'ajouter à celle, dérisoire, de la Sécurité Sociale. Ici, certains jeunes camarades hausseront peut-être les épaules. C'est pourtant un avantage important que les intéressés apprécient à sa juste valeur, et il est à souhaiter que cette mesure se généralise dans toutes les industries pour qu'en bénéficient tous les anciens travailleurs.

J'ai entendu maintes fois des camarades reprocher à F.O. de ne pas être suffisamment dynamique. C'est peut-être exact : plusieurs fédérations n'ont pas des syndicats puissants et les adhérents ne sont généralement pas très actifs. Mais c'est une situation qui n'est pas particulière à F.O. ; il en est de même dans les autres centrales syndicales. Actuellement, la grande majorité des travailleurs semble se désintéresser de l'action syndicale. Mais, en France, cette passivité peut cesser très rapidement, et une belle flambée surgir qui pourrait

bousculer la situation présente et montrer au patronat et au gouvernement que la classe ouvrière entend avoir des salaires raisonnables et que les progrès sociaux doivent marcher de pair avec les progrès techniques.

L'erreur de la C.G.T.-F.O. réside, à mon avis, dans son opposition systématique à toute action commune de syndicats ou de fédérations avec la C.G.T., ce qui fait dire à de nombreux camarades que toute l'activité de F.O. se borne à une lutte anticommuniste, ce qui est faux.

Les congrès confédéraux et les comités confédéraux nationaux ont eu raison de voter des résolutions contre l'unité d'action avec la C.G.T. Ils ont ainsi mis en garde les militants contre les habituelles manœuvres des communistes qui ne voient dans toute action commune qu'un moyen de démolir les syndicats adverses.

Cependant, à toute règle il y a des exceptions. C'est ainsi par exemple que la fédération de l'Électricité et du Gaz s'est mise d'accord depuis un an avec les fédérations de la C.G.T., de la C.F.T.C. et de l'U.N.G.M. pour défendre les revendications du personnel nationalisé de l'électricité et du gaz. En consentant à cette unité d'action, elle tient compte de la volonté manifestée par les syndiqués qui, lassés de l'incompréhension gouvernementale, estiment que l'union des fédérations de toutes tendances est indispensable pour obtenir satisfaction. Il faut parfois savoir faire taire ses ressentiments quand il s'agit de défendre les intérêts des salariés.

C'est ainsi qu'une manifestation d'avertissement qui a pleinement réussi a eu lieu le 19 novembre dernier dans tout le pays. Tous les syndicats, cadres compris, ont organisé des arrêts de travail et des réunions de protestation avec dépôts de résolutions auprès des pouvoirs publics. Dans la région parisienne, le personnel électricien et gazier a abandonné le travail à 16 heures pour se rendre à un meeting à la Bourse du Travail de Paris où se trouvèrent réunis cinq mille camarades. Il y a longtemps que l'on n'avait vu une telle affluence rue du Château-d'Eau.

Dans toute action commune à laquelle participe la C.G.T. l'essentiel est que les militants soient suffisamment avertis pour éviter les pièges qui pourraient leur être tendus. Et c'est le cas des membres de la C.E. de la fédération de l'Électricité et du Gaz.

**

L'action du comité de Salut Public d'Alger et le vote sur la Constitution ont provoqué des remous à F.O.

L'appel des 58 militants de syndicats F.O. de la région parisienne conseillant aux camarades de se prononcer contre le projet de Constitution a fait quelques mécontents.

La Commission exécutive confédérale a délibéré sur le projet de Constitution ; en conclusion, elle a voté une résolution stipulant qu'il ne portait aucune atteinte au droit syndical et qu'en conséquence chaque adhérent F.O. devait voter suivant son opinion personnelle.

Des personnalités qui se sont même prononcées en faveur du *oui* ont, verbalement et par écrit signalé que ce projet de Constitution contenait un danger de pouvoir personnel.

La C.E. de F.O., tout en laissant la liberté de vote aux adhérents aurait pu présenter de sérieuses observations concernant ce projet. Au C.C.N. du mois d'octobre, les 58 signataires de l'appel en faveur du *non* furent fustigés par Graux, secrétaire de l'U.D. de l'Aisne qui parla d'indiscipline.

Mais le camarade Bonnaure, secrétaire général de l'importante fédération des services publics et de santé, souligna que la discipline ne devait pas être observée seulement par les lampistes. (Visait-il Le Bourre, signataire d'un appel en faveur du *oui*, et Lafond, mis en cause par Marçot ?)

De l'avis unanime des membres du C.C.N., Marçot, secrétaire de l'U.D. d'Alger, fit un exposé courageux. La majorité de l'U.D. s'est abstenue de toute relation avec le Comité de Salut Public, défendant ainsi son indépendance envers toute action politique. Au congrès de l'U.D. Marçot défendit la résolution votée au C.C.N. de mai à Saint-Brieuc. La voici :

« La solution pacifique et rapide du conflit algérien lui apparaît comme l'un des éléments importants du redressement financier et économique de notre pays. Le C.C.N. déclare qu'une négociation sans exclusive ni préalable doit aboutir à l'arrêt des hostilités et permettre une consultation démocratique des populations de l'Algérie ».

La majorité du Congrès réélut Marçot secrétaire

de l'U.D. ; une minorité menaçait de quitter F.O. s'il était maintenu.

Marçot souligna qu'à l'insu de l'U.D., un secrétaire confédéral est entré en relation avec le Comité de Salut Public d'Alger. Cette nouvelle provoqua une grande émotion au sein du C.C.N. et du Bureau confédéral. Lafond, mis en cause sans être nommé, ne souffla mot.

Le C.C.N. approuva la politique syndicale suivie à l'U.D. d'Alger.

Le parti communiste est en perte de vitesse tant dans le domaine politique que syndical. La publication des résultats des élections qui ont eu lieu dans les comités d'entreprise démontre que la C.G.T. perd des voix et des sièges.

Pour conclure, la C.G.T.-F.O. devrait profiter de la reprise des cartes 1959 pour mener une vigoureuse campagne de propagande : contre la hausse des prix, pour une augmentation des salaires et des allocations de chômage. Il faut que Force Ouvrière devienne un pôle d'attraction.

Clément DELSOL.

UN PARLEMENT PLUS ROYALISTE QUE LE ROI

Les socialistes ont pris la tape. C'est peut-être malheureux, mais c'est sûrement bien fait. Le molletisme ne paie pas. S'ils s'étaient opposés au renversement de la république, leur situation, eux socialistes, serait-elle aujourd'hui, 1^{er} décembre, meilleure ? Vraisemblablement pas quant au nombre des élus. Mais pour un rétablissement futur d'un régime républicain, les chances seraient un peu plus grandes.

Mollet, si c'était un type, il démissionnerait tout de suite.

Mais l'hypothèse est irréaliste.

Quelle est la situation ?

Elle est claire.

On va avoir :

1^o Un souverain qui ne sait pas ce qu'il veut, mais dont le désir est Loi ;

2^o un organe à pouvoir législatif limité, qui ne sait pas non plus ce qu'il veut dans l'ordre positif, mais qui, dans l'ordre des intentions générales, entend être « à droite » du souverain, « plus royaliste que le roi ».

Qu'est-ce que ça va donner ?

Un conflit, à terme, entre souverain et assemblée.

Issue de celui-ci ? Soit départ hautain et vache du souverain (comme il a déjà fait), soit dissolution de l'assemblée, ce qui serait — telles que les choses se présentent — le moindre mal.

Mais nous n'en sommes pas là. Pour l'instant on va passer par une phase, proche, d'**empire autoritaire**. Aux premières difficultés matérielles rencontrées roi et super-royalistes s'uniront (c'est naturel, les bocheviks l'ont toujours fait) dans la recherche d'un responsable humain, d'un **diabolus ex machina** : des « traîtres », « saboteurs », « antifrançais » etc. Du pétinisme plutôt aggravé, du pétinisme sans le contre-poids de la résistance.

Pour l'Algérie, qu'est-ce que ça va donner ?

Là, c'est la nuit.

Cependant quelques faits, après plus de quatre ans d'une insurrection devenue guerre apparaissent :

1^o Les Algériens arabes sont bien plus capables que je ne pensais de faire une Algérie arabe ;

2^o le désir d'une Algérie arabe est un désir généralement profond et bien caché, mais très général en Algérie ;

3^o l'Algérie française est une utopie ;

4^o les Français, Espagnols, Italiens, Maltais qui vivent actuellement en Algérie ne pourront pas et, surtout, ne **voudront** pas vivre dans une Algérie arabe.

La tâche du gouvernement français serait de permettre le recasement en France des Français d'Algérie. Ce sont des problèmes (pas insurmontables) de logement et d'emploi.

Soyons assurés qu'ils ne seront pas résolus.

J. PERA.

DE LA VIE AU THEATRE

Après avoir tenu l'affiche pendant plusieurs mois à Stockholm, Göteborg et Upsala, la pièce de Vilhelm Moberg, « Der Richter » (Le Juge), a été présentée en Allemagne du Nord. Le thème de cette œuvre théâtrale est la lutte d'un rédacteur attaché à un journal ouvrier contre un haut magistrat qui cherche à couvrir un déni de justice commis par un service d'Etat. Pour comprendre l'engouement du public suédois pour cette comédie satirique, il faut savoir que la « clé » est connue : il y a quelques années, en effet, un journaliste du quotidien syndicaliste « Arbetaren » fut effectivement condamné à plusieurs mois de prison pour avoir dénoncé certains cas de corruption. Aussi l'opinion suédoise prit-elle parti en faveur d'Armas Sastamoinen — c'est le nom véritable du collaborateur de « Arbetaren » — en assistant en tous lieux et jusque dans les plus petites bourgades à la présentation de la pièce, laquelle mettait à nu le mécanisme de la pression des cercles gouvernementaux sur le journal ouvrier.

Il faut signaler qu'aujourd'hui, c'est le juge lui-même — Folke Lundquist — qui est en prison, et ce dénouement n'a pas peu contribué à faire du journal syndicaliste une sorte de « conscience » de la Suède.

L. M.

Propos sur la situation mouvante et nos idées constantes

On nous dit que si la R.P. a perdu son crédit d'avant-guerre, c'est parce que nous nous figeons sur nos vieilles positions et que nous n'avons plus de prise directe sur la réalité.

On peut nous reprocher notre constance. Il reste à prouver que nous sommes dépassés par une évolution accélérée.

Que nos vieux amis reprennent notre collection. Sans remonter fort loin dans le passé, ils pourront juger ce que nous disions hier à travers leurs observations d'aujourd'hui.

Je ne veux parler que de ce qui m'engage personnellement, quoiqu'il me soit facile de justifier certaines prévisions de Louzon et de Guilloché (pour ne citer que deux de nos rédacteurs ordinaires).

J'ai écrit ici même que les pertes communistes dépasseraient le million de voix. De 1956 à 1958 le P.C. en a perdu plus de 1.500.000.

Je me suis permis de relever l'année dernière un étonnant article de M. Thierry-Maulnier justifiant avant l'événement la sédition militaire d'Alger.

J'ai aussi attiré l'attention, à plusieurs reprises, sur le danger du problème allemand, sur la vieille politique russe visant à tirer l'Allemagne hors de l'Occident.

Il y a certes non une tendance nouvelle, mais une nouvelle répartition des « points névralgiques ». De braves gens qui identifient Adenauer à Frédéric II et Khrouchtchev à Catherine de Russie, s'excitent sur le problème polonais. Il n'y a pas de Pologne indépendante. Gomulka n'est que le vassal du gros K. Il y a exclusivement le problème allemand. Ce qui reste vrai, c'est que « qui a Berlin à l'Allemagne — qui a l'Allemagne à l'Europe... ».

LE SONDAGE ELECTORAL

Je n'ai décidément pas le chance avec les histoires électorales. En 1951, après les élections, j'avais intitulé mon commentaire : **la classe contre les cohues**. J'avais tenté d'expliquer la progression communiste et souligné que la répartition des suffrages — sondage intéressant — ne pouvait déterminer une orientation politique nettement fixée ; et qu'en conséquence les militants ouvriers doivent se dégager des « slogans » qui obscurcissent la lutte de classes.

Je croyais naïvement tenir un langage syndicaliste. De bons camarades qui n'avaient lu que le surtitre de mon papier me reprochèrent d'avoir encombré la R.P. avec des propos... « électoralistes » !

Après le référendum du 28 septembre, tout en soulignant que le succès gaulliste dépassait largement nos prévisions, j'ai repris la même idée, exprimée encore avant le référendum, et affirmé que rien d'essentiel ne pouvait être résolu par cette opération plébiscitaire. J'ajoutais que la démonstration du nombre des abstentions était, plus que la faiblesse imprévue des Non, un échec syndicaliste et libertaire.

Et Jean Duperray qui m'attribue des prétentions à la psychologie collective, m'associe à Louzon — qui n'a guère besoin d'être contrebüté — et nous accorde d'avoir raison à 50 % (1).

Lui sur ce point a tort à 100 % — le reste de son

article apportant d'intéressants éléments d'appréciation.

Corrigé par cette leçon... d'humilité, je me contenterai d'examiner la répartition des suffrages après le premier tour de scrutin du 23 novembre. J'écris même avant le second tour. La composition de l'Assemblée dépendra des alliances et des combinaisons du ballottage. La Droite triomphera ? Que Duperray me pardonne une réflexion impertinente et incongrue, indignée « d'un psychologue collectif » ! Je me fous complètement de la géographie... parlementaire.

La Droite... c'est l'Union pour la Nouvelle République... c'est-à-dire l'ancien Rassemblement populaire français devenu le parti républicain social qui était en 1951, le plus fort parti après le parti communiste. Or, c'est bien l'Assemblée... « réactionnaire » de 1951 qui a investi Mendès-France en 1953, avec l'appui et l'alliance de Jacques Soustelle. Et cette Assemblée a approuvé ou subi l'abandon de l'Indochine, du Maroc et de la Tunisie.

En 1956, la victoire — relative ! — revient au Front républicain Guy Mollet-Mendès-France. Et celui-là servent de socle à la statue de Robert Lacoste, se révélait incapable de régler le problème algérien et engageait — soutenu par toute la Droite — la lamentable opération de Suez. Par souci de nos libertés — plus menacées par le totalitarisme stalinien que par le paternalisme gaulliste — je ne souhaite pas l'effacement du parti socialiste. Mais je ne sens pas l'angoisse mouiller ma chemise, parce que Soustelle ou Debré surclasseront Mollet au palmarès du 30 novembre... ! ?

Il reste utile de comparer les résultats de 1958 à ceux de 1951. En 1956, la poussée fébrile du poujadisme..., cette armée de Coblenz des boutiquiers menacés par l'extension industrielle... à quelque peu obscurci les données. La croissance vertigineuse (plus de 2.800.000 voix en 1956) explique une retombée aussi rapide (660.000 voix en 1958 — soit une perte de 77 %).

Nous avons affirmé la stabilité des formations traditionnelles. De 1951 à 1958, le parti socialiste gagne 467.000 voix (il en perd 13.000 sur 1956), les radicaux en gagnent 500.000 (ils en perdent autant sur 1956), le M.R.P. a gardé le même nombre de suffrages (à quelques unités près) en 1951, 1956, 1958. Les diverses gauches, si elles ont perdu 100.000 voix sur 1956 en ont gagné plus de 300.000 sur 1951.

A-t-on remarqué qu'il manque au nouveau parti gaulliste 500.000 voix sur la masse électorale du R.P.F. de 1951 (3.600.000 voix contre 4.100.000) ?

Il n'y a que deux déplacements de quelque amplitude. Chez les indépendants qui gagnent 1.400.000 voix sur 1951 et chez les khrouchtcheviens qui perdent 1.200.000 voix sur 1951.

Mais dans l'ensemble, le nombre des inscrits a fortement augmenté. En sept ans, il y a environ deux millions d'électeurs nouveaux.

Sans faire de psychologie collective, on peut se demander ce que sont devenus les 1.200.000 électeurs perdus par le P.C. (1.600.000 depuis 1956).

Abstentionnistes, probablement. Cette masse flottante a cru en l'efficacité de l'encadrement stalinien. Puis, elle a confié ses destinées au général en votant oui au référendum. Cela lui suffit. Inutile de se déranger pour placer des figurants au parlement.

Les 3.800.000 qui restent fidèles au P.C. ont-ils

(1) Nous avons traité la question, Guilloché, Louzon, Mercier, Péra et moi. Chacun de nous a exprimé ses opinions personnelles. Aucun de nous ne prend la responsabilité de celles des autres.

plus de conscience et de volonté? Ne sont-ils pas plus passifs intellectuellement que les électeurs de tous les autres partis, dont cependant l'esprit critique n'est guère virulent? Je laisse à l'ami Duperray, le soin de nous en instruire.

SUR LES RUINES DE LA DEMOCRATIE CONSERVATRICE

Cette arithmétique électorale ne mérite pas le titre de psychologie collective. Encore peut-elle fournir à celle-ci quelques bases numériques. Cela évitera au moins d'employer le langage farfêlé des journalistes. La comparaison avec 1951 dégonfle les abus du verbalisme. Il n'y a pas plus de raz-de-marée gaulliste que d'effondrement radical. Il y a moins d'électeurs gaullistes et plus d'électeurs radicaux qu'en 1951.

Les politiciens radicaux n'espéraient certainement pas augmenter sérieusement leurs contingents électoraux. S'ils ont réclamé le scrutin d'arrondissement, c'est parce qu'ils espéraient bénéficier au ballottage de leurs positions « centristes ». Qu'un Daladier dont l'enfantillage sénile succède à la précocité sénile-soulographique, ait espéré grouper au premier tour des modérés contre les cocos et au second les cocos contre les réactionnaires — ce n'est pas étonnant.

M. Mendès-France fut-il victime du même aveuglement? Peut-être tout simplement de son excessive confiance en soi. Le recul radical (manifeste dès 1919, fortement accentué en 1936, lorsqu'une fraction jacobine abandonna Daladier pour Thorez) révèle deux phénomènes qui ne se confondent pas. L'un accidentel : de fortes personnalités s'imposant à une clientèle de petits bourgeois. On vit émerger ainsi Clemenceau, Caillaux — on voit aujourd'hui M. Mendès-France. Léon Blum qualifiait ces tendances personnelles — individuelles — de bonapartisme nuancé d'anarchisme. Seulement la séduction se dissipe, lorsque le petit bourgeois revient à sa comptabilité.

Les plus virulents adversaires de Clemenceau le rencontraient dans son propre parti. Caillaux, victime de Clemenceau, prit plus tard Herriot comme cible. Inutile de rappeler que M. Mendès-France a subi une scission dans son parti, et un désaveu formel de la majorité restée loyaliste.

L'autre phénomène, permanent, beaucoup plus grave en ses causes et en ses effets, M. Mendès-France l'a fort bien défini dans l'*Express* du 27 novembre 1958 : « un régime démocratique ne peut vivre que s'il existe, dans la nation, une classe faisant corps avec le régime, capable de sacrifier parfois ses intérêts momentanés à l'intérêt général et permanent, car elle sait que cet intérêt est le sien. »

C'était la classe moyenne (la petite et moyenne bourgeoisie) qui faisait vivre le régime — mais elle a été décimée et ruinée par la guerre de 1914-1918 et l'inflation qui l'a suivie.

Nous avons déjà entrevu ce phénomène. Nous avions même observé, inspiré par Louzon, que la petite bourgeoisie démocratique avait subi dès le début du siècle : une contradiction interne dont elle ne pouvait sortir ; une rupture entre sa fraction conservatrice représentée surtout par les paysans et sa fraction progressiste représentée surtout par les fonctionnaires (3).

(2) Faut-il souligner que l'abstentionnisme n'a rien de commun avec cette passivité? Il s'agit là d'une révolte consciente contre le système, aussi du refus de confier son sort à une oligarchie de politiciens.

On peut critiquer cette position. On peut voter, non pour mais contre quelqu'un. Mais la logique anarchiste veut remplacer un geste anonyme par l'action directe.

(3) Le cas Caillaux est significatif à cet égard. Cet homme au destin hors série s'est révélé capable d'une politique étrangère audacieuse. Il fut cependant de 1925 à la guerre, le plus illustre représentant du conservatisme financier et social, féroce et hostile à toutes les revendications syndicales.

Ceux-ci forment aujourd'hui la clientèle ordinaire du Parti Socialiste. Les enseignants ont tendance à s'en distinguer. Quelques-uns, parce que la logique idéologique les mène à justifier par la fin socialiste les moyens atroces du totalitarisme moscovite. Le plus grand nombre, parce qu'ils se rebellent contre la doctrine étatiste, même totalitaire. On n'a guère apprécié cette quasi unanimité des militants universitaires contre la confiance à de Gaulle, le syndicat général de la C.F.T.C., s'alignant sur la Fédération autonome.

Au contraire Robert Lacoste représente, par ses outrances même, la forme accomplie de l'étatisme socialiste. Ce qui suffit pour expliquer sa politique. Ce qui explique aussi les faiblesses internes du syndicalisme des fonctionnaires — et la corruption du socialisme par le nationalisme.

Nous n'éprouvons cependant aucune hostilité à l'égard de M. Mendès-France. Nous n'attendions pas plus de lui que des autres politiciens. Et sa politique en Indochine et en Afrique du Nord nous autorise à estimer son intelligence et son courage — même si on décèle chez lui quelque tendance à ménager Moscou ou plutôt à jouer la carte de Moscou pour améliorer sa position à Washington.

Mais s'il a encore raison d'expliquer l'adhésion ou la résignation de la masse gaulliste, par l'affaiblissement politique des classes moyennes et des partis dits démocratiques, le redressement dont il esquisse les lignes encore lointaines confirme nos craintes.

Des hommes qui « pensent à l'intérêt général, qui ont acquis le sens du salut public, du gouvernement, de l'Etat », il les distingue dans les milieux les plus divers : « universitaires, fonctionnaires, technocrates »... Ce serait la « nouvelle classe dirigeante ». Instruits par des expériences actuelles, nous lui préférons encore la petite bourgeoisie conservatrice. Mais que M. Mendès-France dans ses rétrospectives et ses perspectives ne cite pas la classe ouvrière n'atteint pas notre confiance en l'indépendance de celle-ci, et notre espoir de renaissance du syndicalisme.

BALLOTAGE TRIANGULAIRE... ET ESPOIR SYNDICALISTE

J'ai écrit mes propos, sur les élections, entre les deux tours de scrutin. C'est dire que ce qui m'intéresse d'abord, ce sont les mouvements d'opinion et leur traduction, plus ou moins fidèle dans le corps électoral.

Les résultats du second tour ne changent rien à mes appréciations. Ce qui est remarquable, c'est que dans la majorité des cas, ce sont des élections triangulaires et que l'élu a été désigné par une minorité d'électeurs.

La masse flottante petite-bourgeoise a généralement pesé du côté gaulliste. Le regroupement de la gauche n'a pas pu s'opérer, pas plus que la concentration anticommuniste sur les candidats socialistes ou radicaux.

On incrimine le manque de constance ou d'esprit critique des électeurs. On a sans doute raison. Mais c'est une insuffisance qui n'est pas exceptionnelle. On peut même se demander si les décisions électorales n'ont pas été dictées par un bon sens à la fois grossier et logique.

M. Fauvet écrit dans le *Monde* que le scrutin de ballottage n'aurait pu être favorable aux gauches que si — comme en 1936 — les communistes s'y intégraient.

Erreur historique : en 1932, le Cartel des Gauches l'a emporté, malgré le maintien des candidats communistes au second tour. Une fraction importante des électeurs d'extrême-gauche avaient contre leur parti appliqué « la discipline républicaine » et voté pour le radical ou le socialiste. Entre 1932 à 1936, il y a en 1934, le coup de force pseudo-fasciste... la résistance républicaine, l'Union Nationale, se heurtant à l'opposition des socialistes et de la majorité des radicaux.

En 1956 il s'était constitué aussi un **Front républicain** avec Guy Mollet et Mendès-France. La guerre d'Algérie et la politique Lacoste l'ont brisé.

En 1958 non seulement dans leur grande majorité les gens de gauche n'ont pas résisté, mais encore ils se sont alignés sous le képi du général.

Mendès-France sans doute a maintenu son opposition. Malheureusement, il ne représentait plus qu'une minorité des radicaux, et il a subi le contre-coup de la crainte du communisme, sans doute aussi la haine des « bouilleurs de cru ».

Qu'on le veuille ou non, ce qui a dominé les élections, c'est la guerre d'Algérie. Ce qui est tout à fait normal. Ni la convergence des tendances sociales ou des tendances laïques, ni même la simple défense démocratique ne pouvaient rassembler au second tour des gens qui n'ont pu que constater la faillite ou l'impuissance des leaders de gauche incapables de résoudre la question qui pèse lourdement sur toute la vie française.

Il est évident que la majorité des électeurs ne compte plus que sur de Gaulle pour que soit levée l'hypothèque algérienne. Et dans les élections triangulaires, la masse flottante s'est naturellement portée sur ceux qui ont opté pour le gaullisme **avant le 13 mai**, de préférence à ceux qui s'y sont résignés **après le 13 mai**.

Ce qui est grave et inquiétant, ce n'est pas le résultat des élections, c'est la faillite de la démocratie et particulièrement du socialisme.

Grave? Sans nul doute. Inquiétant? Oui, si la classe ouvrière ne retrouve pas la voie de l'indépendance, si par la renaissance du syndicalisme, elle ne s'affirme pas capable d'une politique et d'une action autonomes.

Le scrutin d'arrondissement devait ébranler les partis. Ceux-ci résistent malgré leurs échecs. Peut-être, parce que leurs bureaucraties se sont singulièrement renforcées, pendant treize ans, parce que l'étatisme leur a fourni des cadres solides; parce qu'en dehors de De Gaulle et de Mendès-France, on n'a pas vu émerger de personnalités exceptionnelles. Les classes sociales semblent encore dominées par les intérêts des castes bureaucratiques. La classe ouvrière particulièrement ne s'est guère regroupée, même au scrutin de ballottage. Le Parti Communiste, maintenant partout ses candidats, a maintenu et même légèrement renforcé ses contingents électoraux. Il n'est pas exclu qu'on ait espéré à Moscou une majorité soumise au chef — qui peut réviser brusquement sa politique étrangère. Et la droite traditionnelle ou l'Union gaulliste comptent pas mal de politiciens séduits par la force dictatoriale de Khrouchtchev. — Anticipation audacieuse qui expliquerait un jeu défavorable aux gauches. Mais que les ouvriers, électeurs communistes n'aient pas contrarié l'opération, voilà qui peut paraître édifiant.

Rêver d'un nouveau Front populaire politique, ce n'est donc pas seulement favoriser des manœuvres de plus en plus dangereuses. C'est aussi, quoi qu'en puissent dire des observateurs superficiels, mépriser l'enseignement de ces élections triangulaires. **C'est la politique de parti, des partis qui brise l'unité ouvrière. C'est hors de cette politique, contre cette politique que l'on doit s'orienter, si l'on croit encore en l'unité ouvrière.** Au reste, si l'on ne se résigne pas à l'effacement de la démocratie, voit-on hors d'un syndicalisme libéré et rajeuni, d'autres forces capables de contenir puis de réduire l'étatisme autoritaire?

Roger HAGNAUER.

PROBLEMES

Les ciseaux du « cuisinier », pour manque de place, m'obligent à me faire tout petit, en résumant beaucoup et en m'excusant du même coup, de n'être, par conséquent, pas très explicite.

CONTROLE DU CIRCUIT COMMERCIAL (Mercier).

— Je pense que ce n'est pas une idée incompatible au contraire avec celle de la liberté du marché considérée comme meilleur régulateur de l'économie. Elle tend plutôt à la pratique du « commerce témoin » allié à l'organisation syndicale. Le but est d'opposer aux prix politiques truqués les prix réels nés de la seule concurrence. L'alliance n'est pas imaginable non seulement avec les coopératives mais avec certains commerçants, la lutte commune peut être aussi conçue pour l'impôt forfaitaire contre l'impôt sur le revenu dans les entreprises. Il y aurait alors communauté.

EDUCATION ET CULTURE SOCIALISTES (Péra).

— L'épithète socialiste ne peut convenir aux deux expressions. On peut concevoir une éducation socialiste, une culture est sans étiquette et sans épithète. La première tend à préparer des rapports sociaux d'une certaine forme, la seconde ne peut tendre qu'à libérer un individu et à le rendre intégralement disponible dans le cadre de toute l'expérience humaine passée y compris celle des adversaires du socialisme le cas échéant. La première suppose une discipline, la seconde un choix et un discernement. Pratiquement à l'époque de l'élargissement du cancer technique la culture est, en gros, envisageable comme une capacité de défense contre la masse des sollicitations superficielles. L'éducation socialiste et la culture individuelle sont complémentaires.

RAPPORTS ENTRE LE MOUVEMENT SYNDICAL UNI ET DEMOCRATIQUE ET LA FRANC-MAÇONNERIE (Maupieux).

— J'ai relu Maupieux. Il s'étonnait qu'on ait pu poser la question et invoquer cet argument contre le M.S.U.D. C'est en effet une ânerie. Je me demande en quoi la franc-maçonnerie plus que toute autre association extérieure au syndicalisme peut trouver son compte dans les méthodes de contact proposées par le M.S.U.D. ou dans la liberté des méthodes de contact diverses que peuvent à son exemple élaborer les syndicalistes d'accord avec les principes syndicalistes généraux que la C.G.T. continue à considérer comme d'inadmissibles « pré-alables ».

NOUS NE NOUS CONTREDISONS PAS (Guilloré).

— Guilloré voit très bien la forme moderne de la crise. Mais personne dans la « R. P. » ne semble dire le contraire. La thèse information de Louzon sur les U.S.A. arrive des mêmes constatations aux mêmes conclusions.

Le remède à la crise, ou plutôt à la récession, en France comme en Amérique est, sinon à son origine, du moins pour aider à en limiter les effets, dans une politique de hausse du pouvoir d'achat et de relance de la consommation.

Mais, bien entendu, le pouvoir d'achat pour activer la consommation s'acquiert à l'usine, c'est-à-dire dans la production.

La hausse des salaires a un double effet d'ailleurs, puisque les capitaux investis dans les salaires ne se reportent pas sur la « spéculation » à vide qui conduisit au Vendredi noir de 1929.

La marche à la dévaluation, à la hausse des salaires et des prix, puis à la jugulation de la hausse vertigineuse des prix, paraît être dans nos perspectives et pourrait ouvrir celle d'une unité syndicale démocratique.

Jean DUPERRAY.

Après l'opération de l'Education Nationale F.O.

Nous avons dans le numéro d'octobre de la R.P. sous le titre « Un sabotage efficace », annoncé la fin de la seule section syndicale vivante du Syndicat F.O. des Instituteurs : celle de la Haute-Garonne. C'était pour nous l'occasion d'établir le bilan de faillite de l'opération machinée en 1954, dont nous fûmes les premières victimes.

— Par un synchronisme sans doute accidentel, en même temps que paraissait notre article, la Fédération F.O. se manifestait par des tracts envoyés dans les écoles qui obligeaient le bureau du S.N. autonome des Instituteurs à une longue mise au point dans l'Ecole Libératrice.

Il n'y a pas à reprocher à une organisation syndicale de mener librement sa propagande, même lorsque celle-ci surgit brusquement du néant et du silence, alors que le syndicat des Instituteurs est menacé par certaines associations particularistes et secoué par les séquelles de sa courageuse prise de position, lors du référendum du 28 septembre.

Mais les premiers ouvriers de l'adhésion à F.O. ne peuvent se taire lorsque règne une telle équivoque. Marthe Pichorel a tenu à affirmer sa solidarité avec le bureau du S.N. J'ai voulu affirmer mon accord complet avec elle dans une lettre à Forestier, dont je crois utile de communiquer le texte à tous les lecteurs de la R.P. — R.H.

Mon cher Forestier,

Partisan des premières heures de l'adhésion à Force Ouvrière, ancien secrétaire adjoint de la Fédération de l'Education Nationale F.O. et membre du premier bureau de l'Union des Syndicats F.O. de la Région parisienne, je ne puis que m'associer à la déclaration de notre grande amie Marthe Pichorel, publiée dans « l'Ecole Libératrice » du 14 novembre 1958.

La militante qui, aux côtés de Roussel et de Gley, a longtemps représenté le Syndicat National, qui avait adhéré au Syndicat des Instituteurs en 1912, au lendemain du Congrès de Chambéry, afin de rejoindre la petite fraction de pionniers, sélectionnée par les attaques de la réaction et les poursuites gouvernementales, a toujours payé d'exemple et il était normal qu'elle fût avec nous pour manifester sa solidarité avec le syndicalisme ouvrier libre, tout en restant associée comme nous au syndicalisme universitaire.

Nous n'avons rien abandonné des idées qui nous animaient en 1948. Nous demeurons convaincus que l'autonomie contrarie nos plus hautes ambitions sociales. Nous constatons que l'unité corporative — qui n'est d'ailleurs pas réalisée par l'autonomie — contraint nos représentants à subir la collaboration d'agents du totalitarisme rouge. Nous n'oublions pas qu'en 1937, les représentants du S. N. des Instituteurs rompirent avec l'association des Instituteurs allemands nazifiée et que la même discrimination devrait s'appliquer à ceux qui se soumettent totalement aux consignes de Moscou.

Jusqu'en 1954, nous espérions qu'il nous serait possible de militer au sein des Unions de Syndicats F.O., tout en demeurant dans les syndicats autonomes, aussi disciplinés dans l'action corporative que fermement décidés à défendre notre thèse d'adhésion à F.O. Il ne s'agissait pour nous que d'un retour au syndicalisme libre. Nous n'avons jamais admis le terme : « tendance F.O. ». Nous avons voulu que notre centrale réalise l'unité organique de tous les syndicalistes fidèles à l'esprit de la Charte d'Amiens.

Quelles que soient nos objections de principe, à l'autonomie, nos réserves sur la position des dirigeants de notre syndicat, nous devons reconnaître loyalement que le Syndicat National des Instituteurs a tenu les engagements pris en 1948. D'ailleurs la vigueur et la noblesse de ses réactions au moment de la tragédie hongroise ne pouvaient que renforcer les liens qui nous unissent à l'organisation que nous servons depuis près de quarante ans.

Rien ne pouvait donc justifier la décision prise,

en violation des statuts confédéraux, par le bureau de F.O. en 1954. La double affiliation permettait de concilier ce que nous considérons avec Marthe Pichorel comme un double devoir et il était d'autant plus absurde, de la qualifier d'équivoque, d'en incriminer la duplicité, que ceux qui la pratiquaient avaient l'habitude (qu'ils n'ont pas perdue) de s'affirmer toujours avec assez de netteté pour qu'on ne puisse douter de leurs idées et de leurs intentions. En l'interdisant, on ne pouvait espérer regrouper dans la fédération F.O., par scission de la fédération autonome, l'importante minorité des partisans de F.O. Peut-être a-t-on désiré tout simplement se débarrasser de militants naturellement non conformistes ?

Les événements nous ont donné raison. Il a été impossible de constituer une fédération F.O. et un syndicat des Instituteurs F.O., dont les effectifs ne soient pas négligeables. Le seul syndicat départemental qui comptait encore, celui de la Haute-Garonne, s'est dispersé en octobre dernier dans des conditions assez peu brillantes.

C'est peut-être parce que nous avons établi dans la « Révolution prolétarienne » d'octobre 1958 le bilan de cette expérience que l'on a voulu nous prouver que nous avions conclu trop vite. Mais la diffusion de tracts de propagande ne suffit pas pour témoigner de la force numérique et morale d'une organisation.

Elle obéit cependant à une double inspiration qui, à défaut d'autre motif, nous obligerait à rompre le silence.

On veut d'abord utiliser des égoïsmes de catégories comme on a voulu exploiter le particularisme des instituteurs de la Seine. C'est-à-dire que l'on veut regonfler ce que les syndicalistes de l'Enseignement se sont toujours employés à réduire et à détruire.

On veut surtout contrarier l'effort mené par les syndicalistes de l'Enseignement pour l'unité syndicale démocratique — et leur lutte contre le paternalisme d'Etat et le militarisme factieux.

Notre adhésion à F.O., dont nous maintenons le principe, était déterminée par des tendances diamétralement opposées. C'est parce que nous voulons renforcer F.O. par l'adhésion des syndicalistes universitaires libres, que nous nous félicitons des positions actuelles de la majorité de notre syndicat et de notre fédération. Au reste, le syndicat général de l'Education nationale, adhérent à la C.F.T.C., ayant recommandé une réponse négative au référendum du 28 septembre, il s'agissait bien d'une résistance universitaire à l'Etat paternaliste et autoritaire, et non de la soumission aux consignes d'un parti. Que cette résistance n'ait pas été suffisamment efficace dans le présent ne diminue pas son importance et sa portée dans l'avenir. Les grands bonshommes du Collège de France et de la Sorbonne hostiles au coup d'Etat de 1851 tenaient sur un canapé — ils ont cependant exercé une influence décisive sur les jeunes générations républicaines.

Il est normal qu'on ait débattu de tout cela au sein de F.O. On peut même justifier la neutralité en cette affaire par la volonté de maintenir l'indépendance du syndicalisme. Ce qui est inadmissible, c'est de vouloir regrouper au sein de F.O. les seuls enseignants partisans de ce « neutralisme » — de vouloir affaiblir la tendance dominante à la fédération autonome et renforcer au sein de F.O. la tendance des partisans avoués ou honteux de l'intégration du syndicalisme dans l'Etat.

Si nous élevons la voix, c'est pour éviter que la manœuvre ainsi dénoncée durcisse l'« autonomisme » de certains camarades. On commettrait une erreur et une injustice en voulant opposer un bloc à un autre bloc. Il est, à F.O., de nombreux militants qui veulent réveiller la spontanéité ouvrière et dégager le mouvement ouvrier des consignes partisans et des aberrations étatistes. C'est à ces militants qu'il faut penser. Ce sont eux qui peuvent entendre les authentiques représentants du syndicalisme universitaire.

Avec mes sentiments fraternels.

Roger HAGNAUER.

Notes d'Economie et de Politique

LA SEULE REPONSE QUI CONVIENT

« Vous voulez, Messieurs les Russes, faire de Berlin-Ouest une ville libre ? — D'accord ! Mais la première condition pour être une ville libre, c'est d'avoir la liberté de l'être ou de ne pas l'être. Tenons donc un referendum à Berlin-Ouest pour savoir si ses habitants veulent que leur ville devienne une « ville libre », sans garnisons étrangères, ou bien s'ils préfèrent demeurer dans le *statu quo* ; ce referendum pourra être soumis à tous les contrôleurs que vous voudrez, le contrôle de pays neutres, de l'O.N.U., et de vous-mêmes, ô Russes, si vous le désirez ! Mais, bien entendu, tout comme nous, vous vous engagez à respecter les résultats du referendum ».

Cent contre un que Khrouchtchev n'acceptera pas !

LA REPLIQUE DU BERGER...

Mais il est à craindre qu'une réponse aussi nette, aussi franche, la seule qui ferait honneur à l'Occident, ne sera pas faite.

Car nos maîtres à nous craindraient sans doute que le Kremlin leur réponde :

« D'accord ! Mais à une condition, c'est que ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que vous nous demandez d'appliquer aux gens de Berlin-Ouest, soit appliqué également à tous ceux qui le réclament. Faites un referendum à Chypre et faites un referendum en Algérie, des referendums libres, bien entendu, sous contrôle international adéquat, pour savoir si les Cypriotes veulent demeurer sous la domination britannique ou devenir libres ou pour savoir si les Algériens préfèrent la domination française à l'indépendance ! Et ensuite, nous pourrions alors faire un referendum à Berlin. »

Cent contre un que les Occidentaux n'accepteraient pas !

LE GEANT A-T-IL UN TALON D'ACHILLE ?

Les indications que nous avons données il y a deux mois sur le subit et extraordinaire développement pris par la sidérurgie chinoise se confirment par tout ce qui parvient de nouvelles à ce sujet. Mais un fait très important à signaler est que ce développement se produit selon une ligne diamétralement opposée à celle que suit le développement industriel russe.

En tous domaines, et particulièrement dans la sidérurgie, les Russes « voient grand ». Plus encore que les Allemands ils n'envisagent les choses qu'à l'échelle du « Kolossal ». Il leur faut des hauts-fourneaux qui soient des hauts-fourneaux record. Des hauts-fourneaux dont la capacité et la production journalière surpassent ou au moins égalent celles des plus grands hauts-fourneaux connus.

Les Chinois, eux, au contraire, voient « petit ». Ils ne parviennent au grand que par une multiplication infinie de « petits ».

C'est ainsi qu'il se confirme que l'énorme quantité de fer (1) qu'ils sont très rapidement arrivés

à produire a été obtenue non dans quelques énormes hauts-fourneaux du genre de ceux que les Russes ont concentré en leur Magnitogorsk, mais dans un nombre considérable de fours (1), tous de petite capacité et disséminés sur des aires très vastes.

Tout comme ils avaient construit, un peu plus tôt, le long des rives du Fleuve Jaune, des digues formidables sans utiliser de ces pelles mécaniques monstrueuses du genre de celles en usage en Russie ou en Amérique, mais en transportant la terre dans de petits paniers, d'une contenance de quelques kilos, portés aux deux extrémités d'un bambou par des files interminables d'hommes et de femmes.

Cette division du travail poussée à l'extrême, qui n'est d'ailleurs point une véritable division du travail, au sens où les économistes occidentaux entendent le mot, de sorte qu'on pourrait plutôt l'appeler un « morcellement » du travail, a d'ailleurs été la caractéristique de toujours des Chinois.

Peu après son retour de Russie, Yvon, qui avait participé durant plusieurs années aux travaux d'une entreprise de bois soviétique dans la région de l'Amour où travaillaient côte à côte un grand nombre de Russes et de Chinois (2), utilisait l'image suivante pour me faire comprendre quelle était la différence entre les manières de travailler des deux peuples : « Suppose, disait-il, qu'il y ait une énorme bille de bois à transporter d'un lieu à l'autre. Les Russes se rassembleront autour de la bille et par un prodigieux effort de tous leurs muscles, il parviendront à la soulever et à la porter d'un seul coup au point voulu. Après, ils se reposeront longuement. Les Chinois, eux, eh bien ! ils débiteront plutôt la bille en morceaux de la grosseur d'une allumette, les transporteront par d'interminables voyages jusqu'au lieu voulu sans jamais se reposer, et y reconstitueront la bille, s'il le faut ! »

C'est dans le même ordre d'idées que l'on raconte souvent l'histoire de cet étranger de Shanghai qui voulait se faire faire un complet sur mesure, mais qui s'embarquait dans deux heures ; comment pourrait-on lui faire un costume en si peu de temps ? Il sera fait, affirme le tailleur chinois auquel il s'adresse, et, en effet, au moment où le navire va lever l'ancre, on lui ap-

points techniques, les renseignements sont vagues et souvent contradictoires. C'est ainsi qu'en ce qui concerne cette éclosion presque spontanée de la sidérurgie chinoise, on a parlé de hauts-fourneaux, mais on indiquait en même temps que ces hauts-fourneaux risquaient de s'éteindre bientôt car on allait ne plus avoir de ferraille pour les alimenter. Or, on ne met pas de ferraille dans les hauts-fourneaux. Ceux-ci seraient donc peut-être — et cela est plus vraisemblable — non des hauts-fourneaux, mais des fours du type Martin, ou même simplement ces vieux bas-foyers et forges catalanes de nos lointains ancêtres. Dans ce cas, les chiffres de production indiqués, notamment ceux que nous avons donnés dans notre note d'octobre, s'appliqueraient à de l'acier ou à du fer doux, non à de la fonte.

(2) L'entrée des Chinois en Sibérie était interdite par la Russie, aussi bien au temps des bolcheviks qu'au temps des tzars : les Chinois n'en étaient pas moins parvenus à s'infiltrer et à s'installer dans toute la région frontalière — tout comme ils l'avaient fait précédemment en Mandchourie, au temps où les empereurs mandchous leur en interdisaient l'entrée.

(1) C'est à dessein que j'emploie ces mots imprécis de « fer » et de « four » parce que, comme il arrive toujours avec les renseignements que fournit la presse, ou même la plupart des livres s'ils ne sont

porte le complet commandé. Il s'informe et apprend que le miracle est dû à ce que son tailleur, aussitôt les mesures prises, a été chez tous ses confrères du coin, a donné à effectuer à chacun une toute petite partie du travail et a pu grâce à cela finir le travail à l'heure convenue.

Or la manière dont les Chinois sont en train aujourd'hui d'édifier leur sidérurgie, de même que la manière dont ils continuent à élever leurs digues, ou celle selon laquelle ils procèdent pour boiser les terres semi-désertiques du Kan-sou sur lesquelles l'eau arrive aux jeunes plantes grâce à 5.600 puits et à 225 kilomètres de petits canaux garnis de cailloux (3), montre que le « communisme » n'a point modifié leur coutume ancestrale de travailler. C'est l'Etat « communiste » qui décrète les travaux à effectuer et qui rassemble les masses de travailleurs nécessaires, mais le travail continue à s'effectuer selon la pure tradition chinoise du « morcellement » du travail.

On doit dès lors se demander si une telle méthode de travail peut être efficace avec les moyens modernes de production. Il est bien certain, en effet, qu'une fabrication en petit, même multipliée un grand nombre de fois, n'est pas économique par rapport à la production en grand. Dix hauts-fourneaux de 10 tonnes produisent la tonne de fonte avec beaucoup plus de travail qu'un haut-fourneau de 100 tonnes. Et il en est ainsi pour à peu près tout.

On peut donc se demander si ce penchant obstiné des Chinois à ne faire grand que par accumulation de petits ne va pas les handicaper terriblement dans leur course à l'industrialisation.

A vrai dire, je ne le pense pas.

Le rendement d'un procédé, le rendement au sens large du mot, le rendement « social » si l'on peut dire, est en effet quelque chose de plus complexe que le rendement technique proprement dit. Dans des conditions sociales données, tel procédé peut être plus avantageux que tel autre qui est cependant moins coûteux.

C'est ainsi, par exemple, que la technique américaine, celle d'il y a quelques dizaines d'années, apparaissait aux yeux des Européens, et avec raison si l'on se plaçait d'un point de vue purement technique, comme d'un rendement très inférieur à la leur.

Ce que les Américains recherchaient à peu près seulement dans leurs divers procédés de fabrication, c'était la vitesse. Peu leur importait qu'on puisse obtenir un produit avec moins de consommation d'énergie ou avec moins de déchet ! Si l'on ne pouvait obtenir un tel résultat qu'en mettant davantage de temps, ils optaient pour le procédé le moins économique mais le plus rapide.

Et cela se comprend ! Dans un pays où il y avait abondance de matières premières et abondance d'énergie à bas prix, qu'importait que les scories renferment encore pas mal de métal ou que l'on ait à dépenser quelques tonnes de charbon ou de gaz naturel en plus ! Par contre, dans ce pays où il y avait peu de capitaux relativement à l'énorme quantité d'investissements qu'il allait falloir faire pour mettre en valeur toutes les ressources jusqu'alors inexploitées de ces vastes étendues, il fallait que la rotation du capital soit aussi rapide que possible, que le même capital puisse servir à faire successivement la même opération le plus grand nombre de fois possible dans l'année, et c'est pourquoi la considération du haut rendement qu'on pouvait obte-

nir à ce point de vue d'un procédé réduisant au minimum la durée de fabrication, l'emportait sur celle du rendement purement technique du procédé.

Cela n'est d'ailleurs plus vrai depuis quelques décennies, au moins en général. L'Amérique n'a plus de territoires importants à mettre en valeur et elle a bien assez de capitaux pour satisfaire ses besoins courants, alors que la politique consistant à tout sacrifier à la vitesse suivie au siècle dernier, a amené une réduction exagérée de ses richesses naturelles. Aussi aujourd'hui, le mot d'ordre n'est plus : allons vite ! mais ! évitons le gaspillage ! Ce qui veut dire : préoccupons-nous, avant tout, du rendement technique, préoccupons-nous-en beaucoup plus que de la vitesse de fabrication.

Eh bien ! cet exemple est de nature à nous faire comprendre pourquoi la méthode de travail ancestrale des Chinois, toujours en vigueur sous le régime « communiste », méthode qui est d'un très mauvais rendement technique, est peut-être où il y a pléthore de population, comme il y avait pléthore de matières premières et d'énergie dans l'Amérique des pionniers, d'un excellent rendement social — au moins pour le moment.

Je ne pense donc pas que ce soit là que puisse se trouver le véritable « talon d'Achille » de la Chine.

La Chine aura un talon d'Achille, elle présentera une faiblesse que rien ne pourra compenser, si le Chinois est inapte à la culture scientifique.

Jusqu'ici nous ne savons rien sur la capacité scientifique des Chinois. Sans doute certains pères jésuites qui professèrent à l'Université de Pékin savent-ils à quoi s'en tenir à cet égard, mais pour nous qui ne pouvons connaître de la Chine que ce qui s'y manifeste d'une manière suffisamment éclatante pour passer les frontières, il nous est impossible, pour le moment, d'avoir une opinion. Les Chinois, les Chinois résidant en Chine, ne se sont jusqu'ici révélés au monde extérieur par aucune découverte tant soit peu sensationnelle, soit dans le domaine de la technique, soit dans celui de la science. Mais cela, d'autre part, n'a rien d'étonnant étant donné le très court laps de temps qui s'est écoulé depuis le jour où ils ont eu accès à la culture moderne.

Sont-ils capables de fournir des inventeurs et des savants de premier ordre ? Pourront-ils, au moins, produire des cadres techniques et scientifiques moyens, capables de construire et de faire fonctionner des machines inventées ailleurs ? Ou bien seront-ils, dans l'ensemble, comme ces individus, tels que l'on en trouve chez tous les peuples, qui sont remarquablement intelligents, capables de briller en un grand nombre de matières, mais qui ne peuvent absolument pas assimiler même seulement les tout premiers rudiments des mathématiques ?

Pour répondre à ces questions je ne dispose personnellement, je le répète, d'aucun élément, et c'est pourtant de la réponse que l'avenir y fera que dépend non seulement le destin de la Chine, mais le destin du monde.

La Chine, nous le savons en vertu de recherches plus ou moins contemporaines, dispose de ressources naturelles, énergétiques et autres, très étendues.

Les Chinois, cela nous le savons par leur histoire, sont le peuple le plus travailleur, le plus industriel, le plus « coopératif » du monde, et aussi, ce qui ne gêne rien, celui qui a le plus grand mépris de la mort. Les Chinois sont parmi les plus grands artistes du monde, si ce n'est les plus grands ; leurs philosophes sont parmi les

(3) D'après la radio de Pékin, entendue à Tokyo et transmise par l'Associated Press.

plus grands, si ce n'est les plus grands. Et, ce qui ne gêne rien, ils n'ont pas plus peur des dieux qu'ils n'ont peur de la mort, puisqu'ils n'ont même pas pris la peine de se créer des dieux.

Ils ont donc tout pour devenir les maîtres du monde, les dirigeants de cet Etat universel qui tend si manifestement aujourd'hui à se constituer. Tout... sauf peut-être le génie technique. Or, s'ils n'ont point celui-ci, c'est comme s'ils n'avaient rien.

UNE NATION, C'EST UNE IDEE

Ainsi donc, les 80 % des grenouilles ont confirmé leur ralliement au roi, tandis que près de 20 % maintenaient leur allégeance à un autre roi, le roi russe. La campagne électorale n'a eu qu'un thème : quelle est la grenouille qui a coassé le plus fort en faveur du roi.

Mais il faut bien se rappeler que ce n'est pas spontanément que les grenouilles ont coassé.

Il est utile pour essayer de présager l'avenir de se rappeler comment ces 80 % sont devenus gaullistes.

J'écrivais ici même il y a quelques années que le temps des Boulanger et des Déroulède était passé, que le peuple français était désormais incapable de s'enthousiasmer pour quiconque, militaire ou civil, qui tenterait de faire vibrer sa corde patriotique parce qu'il n'y a plus chez lui de corde patriotique, et c'est ce qui expliquait, disais-je alors, l'échec de de Gaulle. Dans sa première tentative pour s'emparer du pouvoir, de Gaulle avait cherché à rassembler autour de lui les descendants de ceux qui avaient acclamé le général au cheval noir ou le versificateur du « Clairon », mais cela n'avait rien donné. Durant toutes les années qui précédèrent sa retraite, il ne parvint jamais à mobiliser des masses quelconques autour de l'idée de la « grandeur de la patrie », et son audience ne cessa de décliner.

Mais, ajoutais-je, si, en France le temps est passé des hommes qui peuvent parvenir à la dictature en jouant du patriotisme, si, en France, le temps est passé des apprentis dictateurs à la Boulanger et à la Déroulède ou des dictateurs à la Mussolini et à la Hitler, le temps n'est sans doute point passé des dictatures ; seulement ces dictatures seront imposées aux Français de l'extérieur, tout comme celles qu'Athènes eut à subir après sa défaite par les Macédoniens, et que la France a déjà eu à connaître après sa défaite de 1940.

Or, c'est précisément ce qui est arrivé : de même que nous avons eu hier la dictature de Pétain, imposée par Hitler appuyé sur ses SS, nous avons aujourd'hui la dictature de de Gaulle, imposée par Alger appuyé sur ses parachutistes, et demain, nous pourrions avoir pareillement la dictature d'un quelconque Thorez, imposée par Moscou appuyé sur ses tanks ou sur ses fusées.

Mais le plus remarquable, c'est que, contre ces dictatures imposées de l'extérieur, personne ne se rebelle ; tout au contraire, la quasi-totalité des Français n'a plus qu'une pensée : se rallier au plus vite et avec le plus d'enthousiasme possible à l'homme qu'on leur présente comme maître, de manière à ne pas perdre le bénéfice de leur lâcheté.

Qui, en France, au début de mai 39, était partisan d'un régime dictatorial ? L'idée seule d'un tel régime aurait été repoussée par 90 % de la population. Mais, dès qu'Hitler, vainqueur, eut parlé, on ne se contenta point de se soumettre à Pétain, comme à un mal qu'on ne pouvait éviter, ce qui eût été légitime, mais... on acclama Pétain. Fin 1940, 90 % de la population, au moins, étaient des pétainistes enragés.

De même aujourd'hui, le parti gaulliste qui n'avait vu cesser de voir décroître le nombre de ses électeurs et qui à la veille même du 13 mai les voyait encore décroître aux élections des conseillers généraux où ils ne constituaient plus qu'un pourcentage insignifiant, les vit subitement monter à 80 % le jour où les Pieds Noirs eurent décidé d'imposer de Gaulle à la France.

Et l'on peut être aussi sûr que ce seraient également 80 % ou 90 % ou 98 % des Français qui voteront oui à Thorez le jour où la menace russe deviendrait tant soit peu effective.

Ce qui est grave là-dedans, je le répète, ce n'est pas qu'on ait à subir un gauleiter (« contre la force, il n'y a pas de résistance »), c'est qu'on acclame le gauleiter !

Je pense que la raison profonde pour laquelle il en est ainsi se trouve dans la remarque de Vallès selon laquelle il faut à une nation une idée ou un Sabre.

Actuellement, la France ne peut plus marcher derrière un Sabre. Elle ne peut plus rêver de conquêtes : le temps des Bonaparte, pour elle, est révolu.

Reste l'Idée.

C'est essentiellement l'Idée qui a fait de la France, durant un siècle et plus, une nation, et même une grande nation. Cette Idée, c'était l'idée de Révolution. Tant que la France fut la fille aînée de la Révolution, tant que ce fut le « coq gaulois », comme disait Marx, qui donnait aux autres peuples le signal de la lutte contre la tyrannie, tant que la France fut la France de 89, de 48 et de 71, elle possédait le ciment capable d'unir son peuple en une nation — nation qui, bien entendu, comprenait toutes les contradictions internes sans lesquelles il n'est point de véritable unité. Or, aujourd'hui, l'Idée de la Révolution a déserté de la France ; la France n'a point retrouvé de Sabre et elle n'a plus d'Idée. C'est pourquoi, au lieu d'être demeurés une nation, un corps capable de réactions, les Français ne sont plus qu'un troupeau, un troupeau qui n'a plus qu'une hâte, celle de se rassembler au plus vite et avec des bêlements de satisfaction sous le bâton du berger qui lui a été désigné.

Ce n'est guère qu'aujourd'hui que nous nous rendons pleinement compte de ce fait, mais l'origine en remonte déjà loin. On peut la situer avec précision : elle remonte aux derniers mois de 1918 et aux premiers temps de 1919, lorsque devant une Europe entièrement gagnée par la révolution, les Français, loin de prendre la tête de cette révolution, acceptèrent de contribuer à son écrasement.

Les Russes avaient renversé le czarisme il y avait déjà 18 mois, les Allemands venaient de balayer leur militarisme le 9 novembre (4) en arrachant les insignes de leur grade à tous les officiers rencontrés dans les rues, et de balayer du même coup leurs rois et leur empereur ; l'empire d'Autriche-Hongrie croulait en même temps que celui d'Allemagne ; partout le peuple ou ses représentants étaient les maîtres, à Berlin comme à Vienne, à Budapest comme à Moscou ; partout Conseils ouvriers et Conseils de soldats ou partis socialistes tenaient en mains les rênes du pouvoir.

(4) N'oublions pas que c'est cette révolution allemande du 9 novembre 1918 qui mit fin à la guerre en obligeant le gouvernement allemand à demander l'armistice qui fut signé le 11 novembre — et non une victoire militaire française, car, du point de vue militaire, la situation de l'armée allemande n'était pas pire qu'une semaine auparavant, et la ligne Hindenburg était toujours intacte.

Il aurait donc suffi que le coq gaulois pousse son cocorico pour rallier autour de lui tous les peuples européens et les rendre ainsi invincibles. Mais, tout au contraire, ce peuple français qui était parti en guerre pour détruire tous les militarismes en commençant par le militarisme prussien, clef de voûte des autres militarismes, laissa ses propres militaires reconstruire le militarisme des pays vaincus afin que ceux qu'il avait lui-même vaincus puissent vaincre maintenant leurs propres peuples.

C'est ce jour-là que le peuple de France a démissionné, ce jour-là qu'il a abandonné son idée, et, par suite, s'est abandonné lui-même.

Comme toute défaite demande une confirmation, on a eu cette confirmation moins de vingt ans plus tard lorsque le peuple français se refusa à défendre le peuple espagnol contre ses militaires et organisa le blocus de la République espagnole, laissée ainsi seule en face des forces conjuguées de Franco, de Hitler et de Mussolini. A partir de ce jour il n'y avait plus de doute possible : il était clair qu'il n'y avait plus rien à espérer de la France. A ce moment la dictature de Pétain et celle de de Gaulle étaient déjà inscrites dans les faits.

Les Français ne pourraient redevenir une nation, c'est-à-dire un être collectif, un organisme vivant de sa propre vie, une personnalité indépendante, et non plus seulement une collection de moutons apeurés prêts à subir la loi de Berlin, d'Alger ou de Moscou, que s'ils devenaient les fidèles de la Révolution.

R. LOUZON.

N.B. — Une grossière inexactitude s'est glissée dans l'une de mes Notes du mois dernier : c'est toute l'Allemagne, et non pas seulement l'Allemagne fédérale, qui a près de la moitié de plus d'habitants que la France ; la population de l'Allemagne fédérale n'est que du même ordre que celle de la France.

L'élu du peuple, dans la pensée de l'Elysée, est affranchi de toutes considérations circonstancielles ; il agit dans l'indépendance absolue de ses inspirations. Il ne reçoit pas la loi des faits du dehors, il la produit du fond de sa prudence. Au lieu de chercher, comme nous l'avons fait, par une analyse infatigable, la nécessité de chaque jour, afin de la convertir en loi, et d'en procurer l'exécution, il se crée à lui-même un idéal, que chacun de ses actes a pour objet de réaliser ensuite et qu'il applique, d'autorité, à la nation.

...C'est là ce que je nomme subjectivisme dans le pouvoir, par opposition à la loi objective, que révèle la génération des faits et la nécessité des choses. Le subjectivisme est commun à tous les partis, aux démocrates aussi bien qu'aux dynastiques ; son action est plus intense dans notre pays que chez aucun autre peuple. C'est de lui que nous viennent cette manie des gouvernements faits, et ces réclames en faveur d'une autorité qui, plus elle se cherche dans une pareille voie, moins elle parvient à s'atteindre.

Le premier fruit de la politique subjective, en effet, est de soulever autant de résistances qu'il y a d'idées et d'intérêts, conséquemment d'isoler le pouvoir, de lui faire un besoin constant des restrictions, défenses, censures, interdictions ; finalement de le précipiter, à travers les mécontentements et les haines, dans les voies du despotisme, que sont le bon plaisir, la violence et la contradiction.

P.-J. PROUDHON.

A PROPOS DU PROCÈS DES YOUSSEFISTES

Après le procès des biens mal acquis, celui des bijoux beylicaux et de la collaboration, le procès de la subversion.

« Le dernier noyau de comparses demeurés en intelligence avec l'Égypte, Salah Ben Youssef... » — 52 personnes — passent devant la Haute Cour de Justice, pendant que le président de la République parcourt le Centre et le Sud, dont de nombreux accusés sont originaires, distribuant des lots de terrain à leurs tribus, étudiant la mise en valeur de ces régions pauvres — jusqu'à la libération, totalement abandonnées — et demandant à leur population une vigilance constante sur les frontières, de Libye comme d'Algérie, la menace venant aussi bien de l'Est que de l'Ouest.

Quel sera le jugement de la Haute Cour contre le « sabotage et l'assassinat » (car il n'est rien de moins question que de quatre tentatives d'assassinat contre le président de la République) ? Un châtement qui serve de leçon et permette à tous d'avoir la sécurité du présent et de l'avenir. « Voilà ce que vous devez comprendre », dit le président dans ses discours.

Une leçon ? Pour ceux qui seraient tentés de conspirer contre le régime, peut-être ; mais aussi une nouvelle source de ressentiments, car, si l'on subit le châtement, on ne l'accepte jamais, surtout en matière politique.

Sans doute, la raison d'Etat a-t-elle des raisons qui échappent au commun des mortels.

Ainsi, la déposition du sergent égyptien dans le procès des youssefistes, Elle devait être un argument capital contre Nasser, le vrai coupable du complot. Eh bien, cela ne nous est pas apparu à la lecture des journaux.

Ce sergent serait un ancien « fedayan » (volontaire de la mort), un de ces hommes qui, en s'engageant, font le sacrifice de leur vie. Des fanatiques de l'action directe, mais pas des tueurs à gages. Des hommes prêts à mourir pour une cause qu'ils estiment sacrée.

Dès lors, il est inconcevable qu'un homme de cette trempe, dont les missions sont si périlleuses qu'il disparaît souvent dans sa réussite, puisse non seulement survivre à un échec, mais encore s'étendre complaisamment sur ses missions, jusqu'à parler de celle qu'il a accomplie au Liban et à dévoiler aussi le nom du « fedayan » envoyé à sa place au Soudan...

Un « fedayan » se complaire à ce point dans la trahison ? C'est plutôt le rôle d'un vendu ou d'un fou. Et il est difficile de ne pas croire la radio du Caire quand elle déclare : le sergent Soleiman, dégradé depuis longtemps, a été soumis à un traitement médical dans un hôpital psychiatrique. Un pareil témoignage ne renforce pas les arguments contre l'« impérialisme » de l'Est, mais les affaiblit.

Ce qui, à notre avis, renforce la politique du gouvernement du Néo-Destour, c'est celle de son président au cours de son voyage dans le Centre et le Sud... le pays des accusés. Djerba, entre autres, la patrie de Salah Ben Youssef, est l'objet de toute la sollicitude du gouvernement. Elle est appelée à devenir un centre touristique très important, attractif parce que des hôtels modernes y seront construits incessamment.

On a envie de s'écrier : « A quelque chose, malheur est bon ! »

Le sacrifice des accusés n'aura pas été inutile.

Mais ce sacrifice apparaît plutôt le résultat d'un effort de mécontents que de vulgaires assassins. Il fait penser au : Poison pour le roi, poison pour la reine, de Rabelais — en moins drôle, évidemment.

Moralité :

Manifestez votre mécontentement, si vous voulez que l'on vous prenne au sérieux.

J.-P. FINIDORI.

LES FORCES SYNDICALES DANS LA COMMUNAUTE EUROPÉENNE

Déjà associés au fonctionnement de la C.E.C.A. d'une part par l'intermédiaire de son comité consultatif et, d'autre part, directement au sein de la Haute Autorité, du fait de la présence à la présidence du syndicaliste belge Finet et de deux autres représentants des travailleurs : Raynaud et Potthoff, les syndicats ne pouvaient ignorer le traité de communauté économique européenne ni demeurer passifs à sa mise en œuvre.

Dès juillet 1957, un comité de syndicalistes se constituait à Luxembourg comprenant des membres de F.O. (France), de la D.G.B. (Allemagne), de l'U.I.L. (Italie), de la F.G.T.B. (Belgique), de la N.V.V. (Pays-Bas) et de la C.G.T.L. (Luxembourg) avec la mission de suivre les travaux des gouvernements dans l'élaboration du traité. Ils émettent à deux reprises le souhait de voir un syndicaliste occuper un siège au sein de l'institution, à la commission. Cependant, si des contacts se nouaient sur le plan européen entre syndicats libres de proches orientations, sur le plan national, les rapports demeuraient assez lointains et méfiants, les centrales prenant position de façon plus ou moins affirmée, mais toujours isolément et demeurant concurrentes ; en fait, à la veille du Marché commun, sauf en Allemagne où domine la puissante D.G.B., on ne peut parler d'un front ouvrier commun pour l'Europe.

La C.G.T., farouche adversaire de la construction européenne, n'en revendiquait pas moins des postes au comité économique et social, arguant que « la participation aux commissions du Marché commun et de la Communauté Charbon-Acier n'implique évidemment pas une approbation de la politique qui a conduit à la création de ces organismes... »

En fait, après avoir tout fait pour discréditer et faire échouer les éléments de construction européenne existants ou en gestation, suivant une tactique qui lui est coutumière — et parce que ses troupes témoignaient d'une réelle indifférence ou d'une opposition à leurs thèses — les chefs syndicalistes cégétistes cherchaient à investir la forteresse pour la mieux détruire, en y apportant une critique destructrice systématique.

En fait, ni en Italie, ni en France, les gouvernements n'ont estimé devoir tenir compte de cette préférence, qui ou reste eût été fort peu prise en compte par les syndicalistes de pays qui ont su se préserver de l'influence communiste et ne tiennent pas à la voir peser sur leur action par la voie européenne.

D'après l'article 194 du traité de Marché commun et le numéro 166 du traité d'Euratom, a été créé un comité social et économique, comportant 101 représentants, nommés par le Conseil des ministres, choisissant sur les listes de propositions des gouvernements des Six. Il comporte 35 représentants des syndicats répartis comme suit :

Belgique : représentation nationale au comité, 12, dont 4 syndicalistes ; Allemagne : 24, dont 8 ; France : 24, dont 9 ; Italie : 24, dont 7 ; Luxembourg : 5, dont 2 ; Pays-Bas : 12, dont 5.

On voit que la proportion des syndicalistes varie de pays à pays. Les syndicats allemands et italiens s'estiment lésés par leurs gouvernements en la matière.

La représentation ouvrière au comité économique et social de la Communauté économique européenne se répartit ainsi :

France : 3 F.O., 4 C.F.T.C. (*), 2 divers.
Italie : 2 U.I.L., 5 C.I.S.L.
Belgique : 2 F.G.T.B., 2 C.S.C.
Luxembourg : 1 C.G.T.L., 1 C.S.C.
Pays-Bas : 2 N.V.V., 2 K.A.B., 1 C.N.V.

Allemagne occidentale : 6 D.G.B., 1 D.A.G., 1 divers.

Quelle est la fonction et quels sont les pouvoirs du comité économique et social ? En fait, il en est de cet organisme comme de notre Conseil national économique. C'est un organisme consultatif et s'il est des domaines où ses avis sont obligatoirement requis — en particulier les questions de politique sociale — le consultation demeure dans bien des cas facultative (le texte du traité stipule qu'outre les cas obligatoires prévus au traité... il peut être consulté... sur les autres). En plus, le délai de dix jours qui lui est imparti pour présenter ses remarques au conseil ou à la commission en cas d'urgence, risque de rendre son action impraticable ou inopérante, faute de temps nécessaire pour mener une étude sérieuse.

Sans doute peut-on déplorer que, dans ces instances européennes, les pouvoirs du syndicalisme soient aussi peu déterminants, que les représentants des organisations ouvrières ne soient présents qu'à titre consultatif et que pratiquement, en définitive, les destinées des travailleurs de l'Europe soient remises aux mains des « politiques », et de « politiques » désignées — présentement — par les Parlements des Etats membres ; la désignation ultérieure devant, reconnaissons-le, obéir à une procédure commune à élaborer, basée sur le principe du suffrage universel.

Mais en fait ceci continue une pratique que l'on retrouve dans toute l'histoire des conquêtes ouvrières de nos pays et qui fait que les revendications posées par les luttes et réclamées au prix de conflits trouvent leur aboutissement dans une normalisation statutaire et juridique consacrée par l'action politique.

Revendiquer des pouvoirs plus étendus, c'est poser la question de l'intervention politique des syndicats. La question peut sans doute être posée et elle en vaut la peine. Mais elle oblige à examiner en même temps la question de l'apolitisme des syndicats.

Quoi qu'il en soit (et il ne nous appartient pas de trancher la question), que le syndicalisme opte pour une participation directe à la vie politique — ce qui nous semble difficile si on considère la physiologie qu'il présente actuellement et son attachement au passé, surtout dans nos pays latins — qu'il tente d'agir sur le plan politique, ou plus ambitieusement et chimériquement prétende demeurer en dehors et ne rien devoir qu'à soi-même, il ne nous semble pas inutile, ni stérile, de voir comment se présentent les forces syndicales dans les différents pays de l'Europe et, même si les données dont nous disposons peuvent sembler assez douteuses, elles n'en donnent pas moins une indication sur la situation laissant apercevoir les difficultés et les problèmes à résoudre.

Malgré toutes les réserves que les uns ou les autres pourront présenter concernant les statistiques d'effectifs syndicaux français (1) et peut-être en est-il de même pour d'autres pays, nous reproduisons ici les chiffres publiés par la revue d'étude des syndicats allemands : « W.W.I. Mitteilungen Wirtschaftswis-

(*) Dont un représentant pour les problèmes agricoles revenant par alternance de deux ans à un F.O. ou à un C.F.T.C.

(1) Si nous nous reportons à « La Lettre aux Militants » de mars 1953, nous relevons les évaluations suivantes : Total : 3.000.000 ; C.G.T., 1.500.000 ; C.G.T.F.O., 500.000 ; C.F.T.C., 600.000 ; C.G.C., Autonomes, Indépendants, 300.000 ; Divers, 100.000. Nous inclinons à penser que les effectifs ont plutôt tendance à baisser qu'à monter.

senschaftliches Institut der Gewerkschaften » de Köln ; mais nous les rapporterons, non comme elle le fait aux chiffres de la population active mais à ceux de la population salariée des six pays étudiés, qui seule est touchée par l'action syndicale et est susceptible de rallier les organisations ouvrières.

Les forces syndicales dans les pays de la Communauté européenne en 1957 se décomposent ainsi (2) :

France : C.G.T., 2.500.000 (1.500.000) ; F.O., 800.000 (500.000) ; C.F.T.C., 1.000.000 (600.000) ; C.G.C. et autres, 300.000 et 100.000. Ensemble : 4.700.000 (3.000.000).

Italie : C.G.I.L. (communiste), 2.000.000 ; U.I.L. (libre), 600.000 ; C.I.S.L., 2.400.000 ; C.I.S.N.A.L. (divers), 300.000. Ensemble : 5.300.000.

Belgique : F.G.T.B. (libre), 640.000 ; C.S.C. (chrétien), 640.000 ; divers, 90.000. Ensemble : 1.370.000.

Luxembourg : F.L.A. (communiste), 4.000 ; C.G.T.L. (libre), 22.000 ; C.S.C. (chrétien), 14.000. Ensemble : 40.000.

Pays-Bas : E.V.C. (communiste), 40.000 ; N.V.V. (libre), 500.000 ; C.N.V., 220.000 et K.A.B. (chrétien), 480.000. Ensemble : 1.240.000.

Allemagne de l'Ouest : D.G.B. (libre), 6.250.000 ; divers, 500.000. Ensemble : 7.170.000.

Au total : communistes, 4.544.000, 21 % (3.544.000, 19,5) ; libres et chrétiens, 13.986.000, 72 % (13.286.000, 73,3) ; divers, 1.290.000, 7 % (1.290.000, 7,2). Ensemble : 19.820.000, 100 % (18.120.000).

Les rapports entre les chiffres des salariés et les effectifs syndicaux (3) :

France : 12.198.820 salariés (A) ; C.G.T., 20 % (12,3 %) ; F.O., 6,5 (4,1 %) ; C.F.T.C., 8,3 (4,9 %) ; C.G.C., autonomes, indépendants, 3,2 (3,2 %). Total : 38 % (24,5).

Italie : 11.904.000 salariés (B) ; C.G.I.L., 18 % ; C.I.S.L., 20 % ; U.I.L., 5 % ; C.I.S.N.A.L., 2 %. Total : 45 %.

Belgique : 2.486.111 salariés (C) ; F.G.T.B., 25,5 % ; C.S.C., 25,5 % ; divers, 4 %. Total : 55 %.

Luxembourg : 84.595 salariés (D) ; F.L.A., 4 % ; C.G.T.L., 26,4 % ; C.S.C., 16,6 %. Total : 47 %.

Pays-Bas : 2.644.111 salariés (E) ; E.V.C., 15 % ; N.V.V., 19,2 % ; C.N.V., 8,5 % ; K.A.B., 14 %. Total : 46 %.

Allemagne fédérale : 15.631.302 salariés (F.) ; D.G.B., 40 % ; D.A.G., 2,8 % ; divers, 3,2 %. Total : 46 %.

Europe des six : 44.949.739 salariés ; communistes, 10 % (7,8 %) ; libres, 34 % (32,2 %). Total : 44 % (40 %).

Si nous acceptons pour l'Europe des Six un total de 19.820.000 travailleurs syndiqués pour une population salariée, ouvriers, employés et cadres de 44.949.739 individus (chiffres portant sur des années très différentes et parfois trop lointaines, donnés par l'annuaire statistique de l'O.I.T. pour 1957), le rayonnement des syndicats de toutes obédiences porterait sur 44 % des salariés, pourcentage qui serait fort respectable dans son ensemble puisqu'il indiquerait une conscience ouvrière étendue à près de la moitié des travailleurs.

Plusieurs remarques s'imposent cependant à l'examen plus attentif des chiffres.

Tout d'abord, les pourcentages de la participation à la vie syndicale sont très variables de pays à pays. Très élevés en Belgique où il atteint 55 % des salariés, c'est en France qu'il s'avère le plus faible où il

(2) Nous portons entre parenthèses les données d'après les évaluations de la Lettre aux Militants.

(3) Les chiffres de la Lettre aux Militants donneraient un total de 40 %, chiffre encore fort appréciable.

A) 1954 ; B) 1956 ; C) 1947 ; D) 1947 ; E) 1947 ; F) 1950. (Annuaire de statistiques du Travail, B.I.T.)

descend à 38 %, 24,5 % si nous retenons les évaluations de la Lettre aux militants.

Mais si on entre plus avant dans l'examen détaillé des pourcentages par tendances, force nous est de constater l'importance encore dominante, bien qu'en régression depuis quelques années et surtout depuis deux ans, de la polarisation communiste dans la vie syndicale des deux pays latins : France et Italie, polarisation qui, dans ces deux pays, mobilise une traction importante des travailleurs dans une attitude d'hostilité systématique, de sabotage vis-à-vis de la construction européenne. En fait, face à un syndicalisme libre, favorable ou disponible pour la création européenne rassemblant au mieux 18 % sinon 12,2 % des salariés en France, 27 % des salariés en Italie, se dressent 20 % (ou plutôt 12,3 %) d'oppositionnels en France et 18 % en Italie, dans deux pays où justement se présentent des difficultés économiques pour le premier, sociales pour le second. Et si, rapporté à l'ensemble des pays européens, l'élément communiste se réduit à 10 %, ce qui le rend menaçant et inquiétant pour l'Europe, c'est justement sa localisation en deux pays qui, l'un comme l'autre, devront s'imposer des disciplines pour harmoniser leurs situations au niveau de la Communauté.

Ceci explique fort bien que les réserves de nos partisans européens quant à une participation des centrales communistes aux organismes, même consultatifs européens. Ils craignent les contaminations et les dénigrement stériles.

Ceci explique les difficultés des centrales libres d'Italie, mais surtout de France à faire pénétrer l'idée européenne (ils vivent sur la défensive, craignent les attaques, hésitent à promouvoir des thèses audacieuses et novatrices, dont ils ressentent les difficultés, et n'osent opter pour des mutations réellement révolutionnaires indispensables mais non sans certains aléas), alors que les centrales des autres pays de la petite Europe ont une option nettement et vigoureusement pro-européenne et peuvent s'affirmer.

Mais l'examen du rapport entre salariés et syndiqués amène une autre remarque : sauf en ce qui concerne l'Allemagne, le peullement et la rivalité des centrales syndicales et leurs options idéologiques ou confessionnelles limite l'efficacité de leur action et constitue un perpétuel facteur de division. Le tableau fourni par le W.W.I. Mitteilungen fait état de 19 centrales réparties en trois à quatre groupes. En réalité, même entre les groupes, il existe des différences, voire des divergences et parfois très acérées. Et la statistique ne peut faire état de l'éparpillement des organisations fantomatiques, incapables d'autre action que d'une agitation verbale, virulentes dans la critique mais inefficaces et impuissantes à rassembler des militants.

En réalité, l'Europe pose des problèmes positifs au monde ouvrier, problèmes économiques dont dépend la condition des hommes qui déterminent la situation des travailleurs, dans un cadre plus complexe, difficile à connaître et à analyser. Si les travailleurs veulent être capables de mener une action valable, de peser sur leur propre destin, de jouer un rôle déterminant et constructif, et leurs organisations d'assurer utilement leur mission vis-à-vis du monde ouvrier, il est nécessaire qu'ils recherchent les bases d'une unité qui, si elle est dangereuse et partiellement viciée sur le plan intérieur, en ce qui concerne les nations latines, par le jeu du parti communiste dans les centrales syndicales, se présente dans des conditions infiniment plus saines et créatrices dans un espace plus vaste et grâce à la pondération de syndicalismes réfléchis et constructifs.

C'est dans le cadre d'un élargissement vers l'internationalisme prolétarien la véritable voie de l'unité du monde ouvrier.

Cécile MICHAUD.

VISITE AUX CONSEILS OUVRIERS YOUGOSLAVES

L'émancipation minimum de la classe ouvrière ne semble pouvoir s'effectuer que si, au plan économique,

— la propriété des moyens de production est collective dans un sens non étatique du terme ;

— la gestion de ces moyens est collective par la participation démocratique des travailleurs ;

— la répartition des richesses produites est collective, c'est-à-dire faite au profit de tous et non accaparée par quelques-uns.

Les tentatives, les efforts ouvriers dans ce sens sont incessants. De multiples expériences ont cours à l'échelle de pays entiers ou plus simplement de la cellule économique que constitue l'entreprise. Co-gestion en Allemagne, Joints-Committee en Angleterre, gestion planifiée des démocraties populaires, comités d'entreprise, coopératives de production et communautés de travail en France, conseils ouvriers yougoslaves...

Que valent chacune de ces expériences ? quel est leur apport particulier pour l'émancipation ouvrière ?

★

Membre d'une communauté de travail, j'ai eu l'occasion récemment de participer à un voyage d'études sur les Conseils Ouvriers Yougoslaves, organisé par l'Entente Communautaire, avec l'aide de l'UNESCO.

L'expérience yougoslave d'auto-gestion ouvrière est intéressante, en effet, en ce sens que le problème de la participation ouvrière à la gestion de l'usine est posé à l'échelle d'un pays et dans une conception qui se veut démocratique sur ce point bien précis.

En une douzaine de jours, nous avons visité 8 usines de 200 à 3.500 ouvriers travaillant la métallurgie, la construction navale, les télécommunications, le textile, le jouet en bois. Nous avons interviewé des ouvriers aux machines, des employés dans leur bureau, discuté avec les membres des Conseils ouvriers d'une façon spontanée, posant des questions auxquelles on nous a toujours répondu en toute franchise.

Il y avait bien les difficultés de la traduction, mais en plus de l'interprète nous avons parmi nous des camarades parlant l'anglais, l'allemand et l'espagnol. Le français nous servit aussi auprès de Yougoslaves venus de Belgique. Il y avait les visites toujours trop courtes et que nous ne pouvions effectuer que le matin, l'horaire de travail étant fixé de 6 h. 30 à 14 h. 30.

Bref, durant ce voyage d'études, nos soucis étaient de rechercher la réalité de la participation ouvrière à la gestion des usines par la voie du Conseil ouvrier, l'autonomie d'initiative économique et financière et sociale, la formation économique et sociale des travailleurs, également d'apprécier l'intervention des organisations extérieures comme le syndicat et le parti.

★

La gestion des usines est assurée par le Collectif ouvrier dans le cadre fixé par la loi du 26 juin 1950. Annuellement, celui-ci se réunit pour juger des résultats économiques, financiers et sociaux enregistrés durant l'année écoulée, pour fixer les lignes générales d'activité de l'entreprise pour l'année à venir et pour élire le Conseil ouvrier chargé de l'application de ces directives.

Comment est élu le Conseil ? A l'usine de textile « 20 Octobre », à Belarade, les ouvriers, réunis par atelier (10 dans l'usine) établissent une liste de 100 candidats pour 39 sièges à pourvoir. Ils sont choisis en raison de leur qualification professionnelle et de leur attitude vis-à-vis de leurs camarades. Cette liste est soumise au Syndicat qui retient 50 noms. Le personnel accepte ou modifie les noms retenus (dans le cas

présent, 2 ont été changés). Et, enfin, le vote a lieu à bulletin secret à un seul tour.

Le Conseil comprend toujours un minimum de deux tiers de producteurs et d'un tiers d'administratifs. A l'usine de télécommunications Iskra à Kranj, la proportion atteignait même trois quarts de producteurs.

La durée du mandat est d'un an, renouvelable une fois. Ceci entraîne un passage important d'ouvriers, ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants : Usine Litostroji, 500 personnes sur 2.400 sont passées au Conseil en 8 ans ; Usine d'Iskra, même nombre pour 2.900. Les ouvriers que nous avons interrogés estiment que leur passage au Conseil leur permet de mieux comprendre la marche de l'entreprise et, en conséquence, d'intervenir plus sûrement dans la fixation des directives générales. L'expérience vécue par chacun améliore l'auto-gestion ouvrière.

La présidence est, en général, assurée par un producteur. A l'usine de textile « 20 Octobre », 1.300 ouvriers, c'est un chef d'équipe ; à l'usine de machines-outils Prvomajska (1^{er} mai) à Zagreb, 1.880 ouvriers, c'est un ouvrier monteur ; à la fonderie Litostroji à Ljubljana, c'est un ouvrier électricien ; à l'usine de chantiers navals de Rijeka 3 Mai, 3.500 ouvriers, c'est en 1958 un ingénieur (en 1957, c'était un ouvrier).

Les réunions sont mensuelles, parfois plus nombreuses, et nous avons noté le souci permanent qui existe d'organiser ces réunions de façon à ne pas lasser l'ouvrier manuel, peu habitué à la discussion intellectuelle. Ainsi, à l'usine « 1^{er} Mai », la durée de la réunion est limitée à deux heures pour permettre une participation active des travailleurs aux décisions à donner aux questions inscrites à l'ordre du jour. Mais cette durée limitée exige une préparation préalable. A l'usine Iskra, le Président du Conseil ouvrier établit l'ordre du jour de la réunion avec le Directeur de l'usine. Cet ordre du jour, accompagné d'une documentation sur chaque question, est remis à chaque membre du C.O. cinq jours avant la réunion. Ce laps de temps permet la discussion dans les ateliers pour connaître l'opinion du personnel.

Que fait pratiquement le Conseil ouvrier ?

L'ordre du jour de la dernière réunion du Conseil de l'usine « 20 Octobre » comportait les questions suivantes : les relations de travail dans l'usine (fonctions, responsabilités, droits et devoirs de chaque poste de travail, du manœuvre au directeur) ; les voyages touristiques ; l'utilisation des voitures de l'usine (pour les besoins professionnels et sociaux, à l'exclusion de tout besoin privé) ; le problème du logement. A l'usine « 1^{er} Mai » : attribution de logements, fonds d'investissement ; formation d'ouvriers à l'étranger ; privilège des femmes ouvrières. A l'usine Iskra : comment exécuter la production (exposé du directeur sur la situation des marchés, les stocks, les moyens de financement, les décisions économiques) ; examen des causes des plus bas salaires ; répartition des bénéfices.

Dans tous les Conseils, on a discuté de la production, du plan financier, des avantages sociaux, des salaires...

Des commissions spécialisées sont nommées s'occupent de questions particulières : Commission du Personnel qui s'occupe des embauches et licenciements ; Commission des Salaires qui établit le barème de ceux-ci dans le cadre du budget adopté ; celle des normes qui contrôle leur établissement et leur application dans les ateliers ; la Commission financière ; la Commission sociale... Il existe jusqu'à sept commissions et chacune d'elles peut se faire aider par des techniciens.

Les décisions prises, le Comité de Gestion exécute.

Ce Comité, élu par le Conseil ouvrier parmi ses membres, comprend de 6 à 10 membres plus le Directeur, avec les mêmes proportions de producteurs et d'administratifs. Se réunissant une à deux fois par semaine, il dirige pratiquement l'entreprise. C'est lui qui fixe en détail l'application des directives du C.O., qui fixe les dépenses dans le cadre du budget annuel établi par le C.O., qui contrôle l'action du Directeur.

La composition du Comité de gestion de l'usine d'Iskra est la suivante : 1 chef de section organisation du travail (président), 1 mécanicien, 1 femme employée de bureau, 5 ouvriers qualifiés, 2 O.S. et le directeur.

La réalisation technique est de la compétence du directeur et des techniciens et services qu'il a sous ses ordres. Et, justement, en raison de l'importance des fonctions techniques dans l'entreprise moderne, il est intéressant de voir comment s'effectue sa désignation.

L'usine qui cherche un directeur lance un appel public à candidature. Les candidats intéressés font parvenir tous renseignements sur leurs compétences et références. Le choix du directeur se fait parmi eux par une commission composée pour un tiers de représentants du Conseil ouvrier, du Syndicat et de la Commune. Ce choix est ensuite entériné par le Conseil ouvrier. Le directeur est toujours révocable par le Conseil. Il semble, par ailleurs, qu'en plus du rôle technique qu'il assume, il soit le représentant indirect du gouvernement, en ce sens qu'il veille à ce que les décisions prises par le Conseil ouvrier restent dans le cadre du plan social national.

Les ouvriers ayant élu leur Conseil ouvrier, comment s'effectue le contrôle de la gestion ?

Les essais, les tâtonnements dans ce domaine sont nombreux. Dans toutes les usines visitées des conférences sont tenues : deux fois par an à l'usine « 1^{er} Mai », tous les trimestres à l'usine « 20 Octobre », parfois plus souvent. De plus, les procès-verbaux des réunions sont affichés très souvent dans les ateliers et les membres du Conseil en assurent des commentaires oraux pendant les pauses ou après le travail. Des journaux d'entreprises sont aussi publiés avec plus ou moins de régularité et dans lesquels chaque ouvrier peut écrire et donner son avis. Dans une seule usine « 20 Octobre », nous avons vu des graphiques muraux sur la marche de l'entreprise. A Iskra par contre, les ouvriers peuvent assister aux séances du Conseil, en auditeurs.

Que pensent les ouvriers de tout cela ? sont-ils satisfaits ? Il est difficile de répondre catégoriquement.

Ils se plaignent des bas salaires, car il est vrai que le niveau de vie n'est pas comparable au nôtre. Il est toutefois supérieur à celui d'avant guerre. L'échelle des salaires varie de 8.000 à 50.000 dinars, augmentée de primes à la production et aussi de répartition annuelle des bénéfices. « Skrad » distribua, en 1957, une répartition égale à deux mois de salaire, « 3 Mai » deux salaires et demi, « Listostroj » un mois et demi. D'autre part, l'aide sociale de l'usine améliore également les conditions de vie. Chaque usine dispose au minimum d'un centre de repos à la mer ou à la montagne et participe très souvent aux frais de voyage de la famille.

Ce faible niveau de vie pourrait nous faire penser que l'ouvrier, en conséquence, se désintéresse de la marche de l'usine qui ne lui rapporte pas suffisamment. Il ne semble pas en être ainsi. Tous ceux que nous avons interrogés se sont dits intéressés, à l'exception de deux personnes. La plupart ont fait partie du Conseil ou aimeraient y être élus. Ils s'estimaient également bien informés.

Mais la gestion ouvrière n'est réelle qu'en fonction de la capacité des ouvriers à gérer et de l'autonomie

économique et financière dont disposent les conseils ouvriers.

Il ne suffit pas, en effet, que les organes devant assurer la gestion démocratique de l'usine soient en place. Il faut, de plus, que les ouvriers acquièrent les connaissances nécessaires pour décider de l'orientation de l'usine et contrôler les délégués et les techniciens chargés de son application. Une action importante est menée dans ce sens par les conseils et le syndicat. A « Listostroj », le syndicat assure des cours de base économique, financière, etc... dans l'usine même, après le travail. Des cours sont payés aux membres du Conseil à l'Université populaire de Ljubljana. A Iskra une école fonctionne en ville par 400 personnes. Les cours sont assurés par des professeurs, des techniciens et des syndicalistes. Des séminaires sont organisés pour les membres du Conseil.

L'Université populaire de Ljubljana travaille en liaison avec la commission culturelle des Conseils. Elle disposait, lors de notre passage, de 160 professeurs, eux-mêmes techniciens ou militants syndicalistes dans les usines de province, plus 16 permanents. Elle avait diffusé, en dehors des heures de travail, un enseignement économique et social à plus de 25.000 travailleurs. Pour une population de 310.000 habitants, 96.000 ont suivi des cours techniques, littéraires, etc... Elle a aussi organisé des séminaires d'un mois pour les membres des Conseils ouvriers. Ceux-ci étant désignés par le Syndicat, l'usine prend tous les frais à sa charge. Les résultats n'étaient pas complètement satisfaisants, nous a-t-on dit. La durée des cours est trop courte, les moyens matériels trop réduits et il y a une incompréhension à surmonter auprès des ouvriers qui ont conservé, trop souvent, une mentalité et un « parler » paysan. Ailleurs, on ne nous a pas caché que les cours devraient être plus suivis par les ouvriers et l'espoir se trouvait reporté sur la jeunesse pour que l'expérience de l'auto-gestion ouvrière par les Conseils ouvriers prenne toute son ampleur et démontre sa valeur.

Un effort très important est donc fait pour la formation gestionnaire de l'ouvrier. Encore faut-il que celui-ci puisse agir ensuite au sein du Conseil sans être gêné par le corset étatique. Nous touchons là l'autonomie d'initiative dont disposent les Conseils.

A nos questions, il nous a toujours été répondu que l'entreprise fixait, elle-même et en toute liberté, ses objectifs économiques. Quelques fois, il nous a été précisé que ces objectifs économiques devaient rester fixés dans le cadre du plan social national dont E. Kardelj dit « qu'adopté d'une manière démocratique, il assure le développement harmonieux de l'économie ». Du temps de la « période administrative », le plan prévoyait l'activité de chaque usine et celle-ci devait faire tous ses efforts pour atteindre les objectifs fixés. Maintenant, seules les grandes lignes sont données par le plan social, adopté à l'échelle de la Fédération. Dans ce cadre, une concurrence existe entre les entreprises les obligeant à améliorer leur production et leurs prix. La Fédération intervient de son côté par le crédit dispensé par la Banque Nationale pour le fonds de roulement et les investissements. L'impôt est également un moyen d'orientation suivant qu'il est plus ou moins important, en raison même des besoins fixés au plan pour la branche industrielle considérée.

Au plan social, les entreprises doivent respecter leurs obligations légales consistant en prélèvements provinciaux et fédéraux sur les résultats. Le solde est réparti par le Conseil ouvrier pour une part au personnel équivalente d'une fois et demie à trois fois le salaire mensuel, une part aux œuvres sociales (centres de repos et de vacances, fonds pour la construction de logements fixés au minimum à 10 % des salaires annuels distribués) et enfin une part est à la libre disposition du Conseil qui développe les investissements ou fait une nouvelle répartition au personnel, ou l'attribue aux logements ou à d'autres besoins.

Il nous a semblé sur ce point de l'autonomie économique et sociale qu'un très fort sentiment de liberté d'action était ressenti par les membres des Conseils ouvriers que nous avons contactés.

★

Maintenant, ces constatations effectuées, quelles sont les interventions des « organisations extérieures », en l'espèce le Syndicat et la Ligue des Communistes ?

Le préambule des statuts de l'Union des Syndicats déclare que ceux-ci font partie du mécanisme d'auto-gestion dans l'économie et qu'ils sont l'école où l'on apprend à gérer l'économie. Les statuts posent comme tâche des syndicats « le développement d'une large initiative des ouvriers permettant de réaliser le contrôle social de la classe ouvrière sur son propre organisme d'auto-gestion, l'harmonisation des intérêts des individus et de la société dans l'élaboration des principes socialistes dans les rapports sociaux et économiques... Les syndicats doivent s'occuper des conditions de travail et de vie des ouvriers et des employés en ce qui concerne la réalisation, la protection et la sauvegarde de leurs droits... »

Pratiquement dans les entreprises visitées, le syndicat groupe de 75 à 100 % des travailleurs, bien que l'adhésion y soit libre. Le syndicat intervient dans la gestion, nous l'avons vu, par la sélection des candidats aux élections des Conseils ouvriers, par les cours de base de formation gestionnaire qu'il assume dans l'usine, par le contrôle des normes de production appliquées dans l'usine, etc... Pour tout conflit, l'ouvrier s'adresse, nous a-t-on dit, indifféremment au Syndicat, au Parti ou au Conseil.

Pour ce qui est du Parti, Rankovitch, au 7^e Congrès de la Ligue des Communistes (avril 1958), a dit que celle-ci « assumait la fonction dirigeante dans la vie sociale ». Tito, dans son discours au même Congrès, précisa que dans la nouvelle étape de l'auto-gestion « les communistes ont dû abandonner les méthodes de commandement et se consacrer aux tâches éducatives et à la direction pratique sur le terrain, dans les usines, dans les diverses institutions, etc., parce que c'est là que se résolvait aujourd'hui, pratiquement, les principales difficultés ».

L'adhésion est volontaire et sélectionnée. L'usine Djakovitch comptait environ 400 membres inscrits pour 3.000 ouvriers ; « 3 Mai », 40 % ; « Litostroj », 420 sur 2.400 ; « Iskra », 300 sur 3.000, etc... partout la Ligue était minoritaire en nombre. Il semble, par contre, que la tendance est différente dans les organes de gestion : à Iskra, sur 85 membres du Conseil, 45 seraient inscrits à la Ligue ; à « 1^{er} Mai », 30 membres sur 59 ; à « 20 Octobre », 22 sur 39. Nous pouvons comprendre que, dans l'attente qu'une formation gestionnaire minimum soit donnée à tous les membres du collectif ouvrier, les communistes inscrits à la Ligue participent nombreux aux organes de gestion. Ils œuvrent dans le sens défini par Tito. Mais, avec les années et dans la mesure où le jeu démocratique est respecté, la physionomie des Conseils pourrait fort bien changer.

Souvent, il semble que les directeurs d'usine et présidents des Conseils soient inscrits à la Ligue. On nous en a cités d'autres, par contre, qui n'en sont pas membres. Nos informations sont sur ce point trop imparfaites pour que nous affirmions des certitudes.

★

Il est difficile de conclure, de porter un jugement sur cette expérience d'auto-gestion ouvrière à l'échelle d'un Etat. Ce que je vous ai rapporté n'est qu'un témoignage sur une tentative effectuée dans un pays à faible niveau de vie, à l'industrialisation sans racine profonde, en plein développement et où les rapports humains subissent des bouleversements importants.

Pourtant, je crois qu'il faut noter l'effort certain effectué par tous ces travailleurs pour accéder à la gestion sont très divers et nullement figés, ainsi qu'en

après 8 années dans des conditions de vie difficiles, le fait aussi que si le cadre de l'auto-gestion est tracé, les formes et les moyens d'expression de cette auto-gestion sont très divers et nullement figés, ainsi qu'en témoignent les tentatives effectuées dans les entreprises. Enfin, ouvriers, techniciens et administratifs se retrouvent ensemble pour résoudre les problèmes économiques, financiers et sociaux qui se posent à l'entreprise. Cela doit tendre à l'élimination de l'opposition entre le travail manuel et le travail intellectuel.

Je souhaite que, dans les années à venir, d'autres camarades aient l'occasion de rendre visite aux Conseils ouvriers yougoslaves et nous fassent connaître leurs observations. Cela nous permettra de juger le chemin parcouru et si les espoirs que la classe ouvrière place dans cette formule ont trouvé ici leur expression.

R. JOUSSELIN.

Notre Espagne...

Pour ceux des lecteurs de la « R.P. » qui entendent l'espagnol, le livre de Juan M. Molina : « Noche sobre España » est à conseiller (1). L'auteur est un militant typique de la Confédération Nationale du Travail : il appartient à cette race de lutteurs qui ne se rendent jamais et qui assurent, de génération en génération, la continuité de l'action confédérale. D'aucuns le reconnaîtront plus facilement sous son pseudonyme : Juanel. Activiste dès l'adolescence, il apparaît et reparaît dans toutes les entreprises syndicales et libertaires, comme un fil solide de la trame ouvrière espagnole, présent lors des périodes de lutte audacieuse contre les tueurs de Martinez Anido, actif dans l'organisation des mouvements d'émigration, au combat au cours de la guerre civile, éditeur de l'hebdomadaire de la F.A.I. « Tierra y Libertad », mainteneur des noyaux confédéraux en France sous l'occupation nazie, volontaire pour se rendre clandestinement en Espagne franquiste renouer les liens avec les maquis et les groupes d'opposants dans les villes.

Molina-Juanel a passé sept années au sein du monde pénitencier franquiste : prisons, camps de triage, détachements de travail forcé. Ce sont ces expériences qu'il restitue sous forme de croquis rapides, d'estampes vives, pour que la chape de plomb qu'il connaît en tant de lieux d'esclavage soit sentie par tous ceux qui vivent libres, et que de cette connaissance naisse ou se renforce la solidarité.

Au long de ces pages écrites simplement, sans autre effet recherché que celui qui surgit des faits et des situations, une image de l'Espagne d'aujourd'hui se dégage peu à peu, une image bien différente de celle que veulent découvrir les touristes, une image d'un calme terrible : celui que créent le soleil, la matraque et l'attente de la revanche. Les règles de l'absurde sont ici illustrées de cas vécus, d'exemples vivants. Les caricatures de jugements, l'hypocrisie des autorités, l'humour sinistre des principes officiels. Mais aussi l'étroite association des prisonniers qui sont conscients de participer, même derrière les murs, à une lutte multiforme qui oppose une population toute entière prisonnière à un régime de geôliers et de profiteurs. Mais aussi l'extraordinaire présence de ces femmes espagnoles, dont le dévouement est infini. Et la volonté inlassable des enfermés de ne pas perdre leur seule richesse : la dignité. Et les drames individuels, les tentatives d'évasion, les liens fragiles entretenus avec l'extérieur, les morts, tout cela qui fait que dans les prisons d'Espagne se perpétue la tradition et se forgent, avec les vaincus d'hier, les combattants de demain.

L. M.

(1) Libro Mex — Editores, Mexico. (L'ouvrage peut être fourni par la « R.P. ».)

LE DOCTEUR JIVAGO

n'est-il qu'un rebouteux khrouchtchevien ?

Maurice Lime donne ici son opinion sur le livre de Pasternak. Elle n'engage évidemment que lui. Mais cette remarque est vraie pour à peu près tout ce que nous publions dans cette revue. Si nous le répétons à l'occasion de l'article de Maurice Lime, c'est parce que le livre de Pasternak est un événement important sur lequel il est probable que les opinions de nos lecteurs sont très partagées. Nous accueillerons, bien entendu, des points de vue différents sur « Le Docteur Jivago », sa valeur, sa signification et ses résonances. — N.D.L.R.

Comme beaucoup d'amis, je me suis précipité sur le livre de B.-L. Pasternak. On a beau avoir été échoué, peut-être même à cause de cela, on croit toujours au miracle. Sinon, que deviendraient les religions !...

Malgré ce que je sais de l'appareil stalinien, je voulais donc croire cette histoire rocambolesque de manuscrit emporté à l'étranger sans l'avis du parti et publié par Feltrinelli contre l'avis de l'auteur. J'ai donc commencé la lecture de ce livre de six cents et quelques pages, tout prêt à vibrer à l'unisson avec l'auteur qui, après avoir passé à travers toutes les purges stalinienne successives, trouvait encore, à soixante ans passés, le courage de dire la vérité, toute la vérité ! Dois-je ajouter que les yeux tristes de cet homme traqué, rappelant un peu les yeux hagards du cardinal Mindzentski à son procès, m'étaient profondément troublés.

La lettre de soumission même que l'auteur avait adressée entre temps au Roi-Soleil moscovite, en termes suffisamment vagues d'ailleurs, n'avait pas entamé mon préjugé ainsi bien établi. Seuls ceux qui ignorent les mœurs implantées par plus de vingt-cinq ans de terreur stalinienne peuvent se choquer de ce geste de soumission. L'audace, la seule qui comptait, avait été d'écrire et de publier.

Ceci dit, essayons de situer objectivement ce livre. Pas de doute, il s'agit là d'un événement mondial ; mais est-il plus littéraire ou plus politique, et quelle est sa portée ?

Incontestablement, l'auteur vise à la fresque historique. Et non moins incontestablement, tout ce qui touche à la Révolution russe, et à ses suites, soulève automatiquement des passions pour ou contre. Voilà qui rend bien difficile l'analyse objective de ce livre.

Au risque donc de faire sourire certains de mes amis, mon effort portera sur trois points : la forme, le fond et la portée de l'œuvre ; encore que les trois points n'expliquent pas tout.

I

En ce qui concerne la forme, je ne parlerai pas du recueil de poèmes d'inspiration chrétienne, placé à la fin du livre, et que l'auteur attribue à son héros. D'une part, je ne me sens pas compétent pour juger ces poèmes, la poésie échappant de plus en plus, à mon avis, aux textes rimés, et d'autre part on peut toujours accuser le traducteur d'avoir affadi ceux-ci, de les avoir décolorés, de les avoir réduits à la mesure poétique d'un bedeau de Saint-Sulpice.

Pasternak est visiblement un disciple de Tolstoï. Plus touffu encore que le maître, une vraie taïga. Dans certaines descriptions des voyages à travers l'immense pays, il réussit à évoquer admirablement les errances sans fin des humains désemparés. En contradiction

avec ce dur réalisme, les images poétiques qui fourmillent dans ce livre donnent à l'écriture une tournure un tantinet démodée. On sent que l'auteur, replié sur lui-même, coupé du mouvement littéraire mondial, a surtout vécu sur le passé. C'est là évidemment un grief qui s'adresse à ceux qui le cloîtrèrent. A travers son style, Pasternak nous apparaît donc, malgré le jet de son livre, comme un membre de l'ancienne intelligentsia qui n'aurait rien oublié ni rien appris.

Pourtant, la difficulté des noms russes mise à part, le livre se lit avec intérêt, un intérêt qui n'est pas seulement dû à la soif que nous avons de connaître la vérité russe au-delà des propagandes, avec l'espoir inconscient toujours déçu d'y trouver la justification de nos luttes de jeunesse.

Sa structure montre également que l'auteur est plus poète que romancier. Il faut attendre un quart du livre avant que l'intrigue, si intrigue il y a, commence à se nouer autour de Jivago. Jusque-là, et ensuite jusqu'à la fin du livre, à travers de longs dialogues, d'une rencontre à l'autre, d'une personne à l'autre, l'auteur nous développe un social-christianisme que même, je crains, nos prêtres-ouvriers trouveraient bien fumeux.

Plus choquants peut-être, dans un tel livre, sont les rencontres miraculeuses qui se multiplient tout au long. Du berceau à la tombe, d'un bout à l'autre de l'immense Russie, les personnages les plus divers se rencontrent, se quittent pour se rencontrer encore, et encore, toujours à point nommé pour les commodités de l'auteur. Sur ce terrain, Pasternak bat les records de notre presse du cœur, qui pourtant s'y entend. Cela culmine dans cette rencontre des amants qui, après s'être quittés dans l'Oural, s'étaient perdus de vue depuis des années. Elle revient des fins fonds de la Mongolie à Moscou, monte **par hasard** un escalier, et trouve qui ? Jivago, mort dans son cercueil ! N'insistons pas, cet homme a beaucoup souffert, il veut croire aux miracles.

II

Tout d'abord, ce livre qui vise, comme je l'ai dit, à être une fresque historique (de 1905 à 1955) ne parle pas de Staline ! Son nom n'est même pas mentionné. Bien mieux, l'auteur saute délibérément de la période de la N.E.P. (qu'il attaque, on se demande pourquoi ?) à la guerre de 1940. Comment expliquer cela ? Certains prétendent que Pasternak a été le protégé, du dictateur sanglant ? Est-ce une raison suffisante ? La censure russe est-elle passée par là ? A moins que ce ne soit l'occidentale ?

Deuxième constatation : dans tout l'énorme livre ne figure pas un seul ouvrier cultivé, ni simplement humain. Tous ceux dont il est question sont des brutes, ou le deviennent. La foule est stupide et sanguinaire. Cela existe, on le sait ; la guerre, l'occupation et la libération ne nous l'ont que trop fait voir ; mais les sentiments vulgaires, la cupidité, la cruauté sont-ils l'apanage du seul peuple ? Et puis, est-ce le rôle d'un écrivain qui vise à l'humain de justifier unilatéralement le mépris des soi-disant élites ?

Et enfin, troisième constatation : sauf quelques vagues, très vagues déclarations : que l'ancien régime était périmé (et encore, le tzar semble échapper à cette condamnation), on ne trouve dans ce livre aucune tentative pour expliquer les événements qui ébranlèrent le monde, ni à plus forte raison, une tentative d'explication, même voilée, à la dégénérescence de la Révolution. La position de l'auteur semble se

résumer dans les derniers vers où il fait dire au Christ-Jivago :

*Je vais mourir, mais au troisième jour,
Je renaîtrai, et comme des radeaux,
Au fil de l'eau, les siècles nageront
Vers ma lumière et je les jugerai.*

Dimitri Fourmanov, Fedor Gladkov, et bien d'autres disparus dans les camps de travail ou dans les caves de la Loublicanka, traitèrent la même matière avec un souffle épique et une lucidité qu'on ne trouve pas chez Pasternak.

Sans doute, une des raisons de survie de Pasternak est, justement, cette incapacité à dominer son époque. Il a dû être jugé par les flics de Staline et de ses successeurs comme un être inoffensif.

III

Arrivons-en maintenant aux répercussions politiques de ce livre.

Si, comme il est probable, certains grands dirigeants russes ont traité le livre de Pasternak en article d'exportation et ont favorisé sa publication, ils ont dû bien rire de cette immense ruée de lecteurs occidentaux déclenchée par le prix Nobel. En disant cela, je ne mets nullement en cause la sincérité de l'auteur, ni celle du jury de Stockholm.

En effet, que risquent les technocrates de Moscou en permettant la diffusion de ce livre à l'étranger, eux qui depuis longtemps ont inscrit à l'ordre du jour la liquidation des dernières survivances, s'il en reste, d'Octobre.

Rien ! Bien au contraire ; en soulignant les horreurs de la guerre civile et celles encore plus grandes d'un pays livré à l'anarchie, il souligne par là-même le rôle bienfaisant et nécessaire des organisateurs.

De là à justifier leur exploitation du prolétariat russe, il n'y a qu'un pas, vite franchi, si l'on pense que le délicat Jivago accepte, pendant la famine, sans aucun scrupule, tous les passe-droits qu'il doit à la protection de certains puissants du régime.

D'autre part, le fait que l'auteur après le ballet de l'acceptation, puis du refus du prix, continue à habiter sa confortable villa, dans un pays où naguère encore, on disparaissait sans laisser de trace avant même d'avoir ouvert la bouche pour formuler une timide critique, permet à ces messieurs les technocrates russes de faire mondialement la démonstration qu'ils commencent à se civiliser. Tant mieux, tant mieux ! Qu'ils continuent ! Mais de quoi l'auteur se plaindrait-il ? Nourri, logé, blanchi, tout son temps pour écrire ! Ici nous n'avons connu pareille facilité qu'en prison.

Le social-christianisme de Pasternak ne doit pas beaucoup les gêner non plus ; dans la mesure même où ces nouveaux messieurs feront de plus en plus appel à la religion pour tenir en mains une classe ouvrière qui deviendra, par la force des choses, de plus en plus remuante, le livre de Pasternak a des chances d'entrer dans les classiques post-soviétiques et d'être diffusé en Russie également.

Et qui sait ? pour ce livre, dans lequel il fait ressortir que la foule stupide se battait en 1905, sans rime ni raison, alors que le tzar avait déjà accordé une nouvelle Constitution, ce même tzar que l'on montre en 1917 bon mais faible, qui sait ? Que demain vienne un tzar, bon mais fort, un Nikita I^{er}, par exemple, ou un Joukov Cœur de Lion, béni par les papes, les technocrates et Pasternak, peut-être qu'alors, pour le dédommager d'avoir eu à refuser le prix Nobel par discipline d'écrivain-fonctionnaire, on accordera à l'auteur pour ce livre « maudit » le prix de la « Sainte Russie Impériale ».

On aurait bonne mine.

Maurice LIME.

A travers

LES LIVRES

Marcel Aymé insolite

de Georges ROBERT et André LIORET. (La Revue Indépendante, 64, rue Vétrove, Paris-20^e).

L'un des auteurs nous a envoyé ce bouquin (du Canada !) avec une dédicace sympathique.

Marcel Aymé ne passe pas pour être un écrivain « de nos milieux ». Mais, avec un indéniable talent, il nous a donné maintes preuves de son esprit de liberté et de son courage intellectuel.

Nous n'oublions pas « Uranus ». Nous n'oublions pas « La tête des autres ».

Ce « Marcel Aymé insolite » offrira aux camarades que retient l'énigmatique personnalité de cet écrivain, une tentative intéressante d'explication.

Les indésirables

de Jean CROUZOL (Kent-Segep, 74, avenue Kléber, Paris-16^e).

Ce roman qui excite l'attention et la retient jusqu'au bout nous plonge au cœur de l'Afrique noire, du côté de Douala, au milieu de « ces cons de nègres », avec quelques « sales blancs » indésirables. Un document, dans une certaine mesure. Pas de théories, bien entendu ; mais des tranches de vie, des actions à « suspenses » et quelques tableaux impressionnants. Les nègres ne sont pas toujours beaux à voir ; les blancs, presque jamais.

En plus, il y a le poivre qui ne manque pas : un érotisme assez poussé. Les romans d'aujourd'hui nous en font en général bonne mesure. C'est bien, si ce penchant est le signe de la libération des tabous sexuels, mais il ne faudrait pas que ça devienne une obsession. Il est vrai que, dans le cas particulier, nous ne sommes pas loin de l'Équateur.

POUR UN MOUVEMENT SYNDICAL UNI ET DEMOCRATIQUE

Les militants groupés « pour un Mouvement syndical uni et démocratique » tiennent à rappeler que si, dans le contexte actuel, la situation politique paraît avoir pris le pas sur les préoccupations économiques et sociales, celles-ci demeurent essentielles pour les travailleurs ; les organisations syndicales adhérentes entendent donc continuer leurs efforts pour le redressement du mouvement syndical français.

Elles trouvent, en effet, dans la situation présente justification totale de leur appel ; les causes de la crise du syndicalisme et les moyens propres à y remédier tels qu'ils ont été rendus publics le 15 juin dernier sur la tombe de Grifuelhes après la journée d'études du 1^{er} mai de La Verrière, restent à la base de leur action : respect de la démocratie, rejet de la politisation, reconnaissance et libre jeu de tendances doivent permettre de redonner au syndicalisme français la place qu'il mérite.

Fidèles aux principes qui les ont réunis, en particulier celui de ne rien faire qui puisse aggraver le pluralisme syndical mais de travailler à la reconstitution d'une unité effective, ces militants étudient, dès à présent, les moyens propres à rendre plus efficace leur intervention tant auprès de tous ceux qui militent déjà dans les syndicats qu'auprès de ceux qui sont inorganisés.

Le secrétaire administratif :
Robert COUSTAL.

CERCLE ZIMMERWALD

LA REUNION DU 9 NOVEMBRE 1958

Louis Mercier et Paul Barton sont venus parler au Cercle du problème de la participation ouvrière à la gestion des entreprises, tel qu'il a été examiné à une conférence internationale réunie à Vienne par le Congrès pour la Liberté de la Culture.

Les réflexions de Mercier sur cette rencontre internationale ont déjà été publiées par la « R.P. » d'octobre. Au Cercle, il a de nouveau souligné que cette rencontre n'était pas née d'une initiative ouvrière. Les patrons intelligents voient dans la participation ouvrière à la gestion un moyen d'avoir en face d'eux un interlocuteur avec qui traiter : la qualité du travail et la stabilité de la main-d'œuvre y gagneraient. Les « managers » souhaitent que des représentants du personnel soient capables de lui imposer les décisions prises pour la bonne marche de l'entreprise. Les « politiques » et les représentants de la haute bureaucratie syndicale n'ont pas égard seulement à l'entreprise, mais ce qu'ils prennent en considération, c'est l'intérêt national. Le trait commun aux uns et aux autres est de ne pas mettre en question le caractère concurrentiel de l'économie et de considérer que les nécessités de la productivité et les lois du marché sont impérieuses : il ne s'agit pas de subordonner l'économie aux besoins de ceux qui travaillent.

Il reste que les problèmes posés méritent examen, en particulier ceux qui résultent de l'opposition de classes sociales nouvelles, de l'accroissement de ce qu'on appelle le secteur tertiaire.

Barton, après Mercier, souligne l'absence à la conférence de militants et de théoriciens qui se soient effectivement penchés sur les problèmes évoqués. La question qui ne doit pas être éludée est celle de la défense des intérêts du personnel. Propos significatif que celui d'un Arbeitsdirektor allemand demandant quelle différence il pouvait bien y avoir entre les intérêts du personnel et ceux de l'entreprise ! Barton attire l'attention sur une réaction de défense des travailleurs qui consiste, en particulier dans les pays anglo-saxons, à organiser l'action syndicale sur le lieu du travail, seul moyen de faire contre-poids efficacement à la fois à la direction de l'entreprise et à la bureaucratie syndicale.

Au cours de la discussion qui suit, on examine les rapports entre le contrôle ouvrier et la gestion ouvrière et on s'interroge sur la possibilité d'une authentique gestion ouvrière, fondamentalement différente d'une collaboration des salariés avec les privilégiés de l'économie.

Giraud pense que rien ne peut être espéré aussi longtemps que la classe ouvrière n'aura pas repris une plus ferme conscience d'elle-même : il rappellera dans une seconde intervention que les militants d'autrefois auraient eu pour organiser le travail des capacités qu'on ne rencontre plus aujourd'hui parmi les ouvriers du bâtiment ; dans le même sens Faucier insistera sur la nécessité d'élever la compétence ouvrière.

Chambelland considère avec défiance le rêve de la gestion ouvrière ; dans la réalité de la participation ouvrière à la gestion, ce qui est visé, c'est l'augmentation du rendement.

Charbit invite à réfléchir sur l'exemple de la presse : les patrons ne s'y occupent pas de l'embauche, dont le soin appartient aux ouvriers de l'entreprise.

Guilloré remarque que si la gestion ouvrière était impossible, c'est que la révolution prolétarienne serait impossible ; et il la croit possible : contrôle ouvrier, oui, mais comme une étape vers la gestion ouvrière, qui ne dépossèdera pas les techniciens de leur fonction.

Hagnauer considère qu'il importe de distinguer à propos de la gestion entre ce qui est administratif et ce qui est technique, et il souligne l'alourdissement de l'appareil bureaucratique dans les entreprises nationalisées.

Baranton rappelle que si les travailleurs d'une entreprise ont à défendre dans l'entreprise même les intérêts qui leur sont propres, il n'en demeure

pas moins nécessaire d'avoir en vue l'intérêt général de la corporation et l'intérêt des travailleurs dans leur ensemble.

Dans un dernier mot, Mercier met en évidence la contrainte sociale sentie par l'ouvrier et le besoin qu'il éprouve d'organiser son propre travail.

PROCHAINE REUNION

DIMANCHE 14 DECEMBRE 1958

A 15 heures. Salle des Nymphes, 78, rue de l'Université, Paris-7 (métro : Solférino).

Raphaël RYBA parlera sur :

ISRAEL ET LE MOYEN-ORIENT

D'autres aspects de l'actualité pourront être évoqués.

M. MENDES-FRANCE REPOND A LA R. P.

M. Pierre Mendès-France nous écrit :

Je relève dans votre numéro de septembre un article qui m'est consacré et dans lequel figure la phrase suivante : « Rassinié nous démontrera que derrière cet homme (c'est de moi qu'il s'agit) il y a une banque ».

Je suis surpris de trouver dans votre revue une insinuation dont jusqu'ici la presse d'extrême droite avait le monopole. Je vous prie donc, en vertu de la loi, de publier la présente protestation dans votre prochain numéro et de m'en faire parvenir un exemplaire justificatif.

Les lecteurs de la « R. P. » se souviennent que, dans ma chronique de septembre, je m'étais permis, en rendant compte d'une conférence de presse de M. Mendès-France, un dithyrambe de style tout à fait personnel, mais sans aucune arrière-pensée, de cet homme politique.

Il ne pouvait faire de doute, pour tout lecteur même peu attentif, que mes propos lui étaient très favorables. Dois-je rappeler que je dénonçais « l'immense marée des imbéciles de droite et de gauche » qui le haïssent ? J'écrivais encore : « Nous sommes à son égard libres comme l'air, mais contre la haine, la réaction bornée et l'énorme bêtise, nous ne l'abandonnerons pas. »

Si j'ai fait mention de l'opinion de Rassinié sur la banque « qu'il y a derrière cet homme », ce n'était nullement pour la reprendre à mon compte. J'ai montré au contraire, sans aucune ambiguïté, le peu d'importance que, personnellement, j'attachais à cette opinion.

Et voilà que M. Mendès-France, surmené sans doute et hypersensibilisé, se pique de cette phrase malencontreuse, y voit une insinuation et fait appel à la loi pour protester, alors que ce n'était nullement nécessaire !

Que faut-il penser de cette réaction inattendue ? M. Mendès-France n'aurait-il pas le temps de lire quelques lignes d'un article ? Ou bien n'aurait-il pas le sens de l'humour ? Ou bien... Je ne sais trop, mais il faudra suivre cela de près.

M. Mendès-France pense peut-être qu'il n'a que faire de notre soutien. Un avenir pas très lointain l'amènera peut-être à changer d'avis...

Moi, en tout cas, je n'en change pas sur son compte et sa défaite électorale ne fait que me le rendre plus sympathique. Mais ça m'apprendra à me mêler de ce qui me regarde !

Il y a des camarades qui vont bien rire, en particulier ceux qui n'approuvaient pas ma sortie promendésiste. Il y en a même qui se sont vus entraînés dans cette « immense marée des imbéciles » dont je parlais. Charbit, en particulier — pour ne pas le nommer — a tenu à y prendre sa place. Mais lui, au moins, il a le sens de l'humour !

R. GUILLORE.

LES FAITS DU MOIS

MARDI 1^{er} NOVEMBRE. — L'Angleterre décide de reconnaître la Guinée.

Ouverte à Genève de la Conférence des Etats atomiques.

Le gouvernement ordonne la libération de 1.000 internés en Algérie.

Visite du ministre des Affaires étrangères yougoslaves à Londres.

LUNDI 3. — Le gouvernement des Etats-Unis reconnaît la Guinée.

MARDI 4. — Elections aux Etats-Unis. Gains des démocrates, qui auront 34 postes de gouverneurs contre 14 aux républicains.

MERCREDI 5. — Libération, en Hongrie, de la veuve de Lazlo Rajk.

Grèves tournantes au Japon, engageant 5 millions de travailleurs contre le renforcement de la police.

Arrestation, à Bagdad, du colonel Aref, le « Nasser irakien ».

JEUDI 6. — Visite à Londres du ministre des Affaires étrangères de France.

VENREDI 7. — Vote à l'O.N.U. en faveur des réfugiés algériens en Tunisie et au Maroc.

En Belgique, un pacte scolaire accepté par les 3 partis institue la gratuité totale de l'enseignement public et libre.

LUNDI 10. — La Tunisie proteste contre les restrictions des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, quant aux livraisons d'armes.

Le Parti communiste syrien prend position contre le régime nassérien.

Discours à Berlin de M. Khrouchtchev remettant en cause le régime de Berlin.

Trêve de 30 heures à Cuba entre les rebelles et les gouvernementaux.

MARDI 11. — De retour à Bagdad, le roi de Jordanie annonce que son avion a été attaqué par des « Mig ».

Etat de siège en Argentine, grave crise économique et sociale.

MERCREDI 12. — Au Caire, M. Ferhat Abbas se prononce pour des négociations avec la France sous les auspices de l'O.N.U.

Congrès de la Fédération autonome de l'Education nationale.

Mémoire de l'Allemagne de l'Est contre le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest.

L'U.R.S.S. et la Pologne renforcent le pacte de Varsovie.

JEUDI 13. — A l'O.N.U., M. Zorine, délégué soviétique, accuse les Etats-Unis de vouloir installer des bases militaires sur la Lune.

M. Bourguiba annonce que la Tunisie demandera, s'il le faut, des armes à l'Est.

VENREDI 14. — Le gouvernement accepte le code pétrolier du Sahara.

Réunion à Moscou du comité central du P.C.

JEUDI 20. — Arbitrage budgétaire du général de Gaulle.

Combats de plus en plus violents à Cuba.

SAMEDI 22. — Aux Etats-Unis, grève des mécaniciens de la T.W.A.

Notes soviétiques aux puissances occidentales. M. Ferhat Abbas rencontre le roi du Maroc.

DIMANCHE 23. — Elections législatives en France : 1^{er} tour : 3.882.204 voix communistes ; 3.16.354 socialistes ; 3.603.598 gaullistes ; plus de 4 millions indépendants ; 1.858.380 M.R.P. ; 2.347.000 radicaux.

Les premiers ministres de la Guinée et du Ghana projettent les « Etats-Unis d'Afrique ».

LUNDI 24. — Grèves dans les services publics en Belgique.

République soudanaise proclamée à Bamako.

Effervescence et troubles au Maroc.

MARDI 25. — Grèves en chaîne dans les compagnies aériennes des Etats-Unis.

MERCREDI 26. — Rencontre à Bad-Kreuznach de M. Adenauer et du général de Gaulle.

Le Sénégal devient membre de la Communauté.

Grève générale des cheminots italiens.

SAMEDI 29. — On annonce le départ d'Alger du général Salan.

Grève des cheminots argentins.

Proclamation de la République au Congo : incidents à Pointe-Noire.

DIMANCHE 30. — Scrutin de ballottage des élections. L'Assemblée comprendra 10 communistes, 40 socialistes, 13 radicaux, 58 MRP, 189 Union gaulliste, 132 modérés. En Algérie, presque toutes les listes

élues sont « d'esprit du 13 Mai ».

Le Soudan accepte l'aide américaine et reconnaît la Chine populaire.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE NOVEMBRE 1958

RECETTES

Abonnements ordinaires	38.010	
Abonnements de soutien	4.000	
		42.010
Souscription		4.600
Vente « R.P. »		1.776
— « La Chine »		800
— « Trois Scissions syndicales »		740
		49.926
En caisse à fin octobre		96.722
		146.648

DEPENSES

Frais d'expédition	1.385
Frais généraux	13.000
Téléphone	3.360
	17.745
En caisse à fin novembre :	
Espèces	33.126
Chèques postaux	95.777
	128.903
	146.648

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Mohamed Ben Hamouda (Tunisie), 2.000 ; Constant Di Luccio (Algérie), 2.000. — Total : 4.000 francs.

LA SOUSCRIPTION

Laurént Centène (Paris), 500 ; Jean-Jacques Claudet (Paris), 800 ; Francis Dufour (Aude), 300 ; Roger Hagnauer (Seine-et-Oise), 1.000 ; Pierre Maréchal (Aisne), 300 ; Jules Marie (Seine-et-Oise), 300 ; Mlle Marie-Louise Marquis (Paris), 400 ; André Martin (Loire-Atlantique), 200 ; Jean Palix (Bouches-du-Rhône), 200 ; Pierre Thiry (Saône-et-Loire), 300 ; Georges Thomas (Indre), 600 ; anonyme, 200. — Total : 4.600 francs.

LA CHINE REVIENT AU PREMIER PLAN DE L'ACTUALITÉ.

Connaissez son histoire

Lisez :

LA CHINE

SES TROIS MILLENAIRES D'HISTOIRE

SES CINQUANTE ANS DE REVOLUTION

par **R. LOUZON**

Prix : 400 francs franco.

Troisième brochure de l'Union des Syndicalistes :

EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?

Par la voix de **Pierre DICHAMP**

les gars du bâtiment parlent
de la construction et du logement.

Adressez vos commandes à

MARCHETI, 1, rue Dulaure, Paris-20^e. — C.C.P. Paris 7473-08

L'exemplaire 100 francs. — Par colis de 20 ex. : 1.200 francs

Réclamez à la "Révolution Proletarienne"

TROIS SCISSIONS SYNDICALES

par **Pierre MONATTE**

(Publié par les Editions ouvrières)

AU SOMMAIRE : De 1946 à 1957. — Où va la C.G.T. ? — Un secrétaire confédéral parle. — Destin du syndicalisme. — Notre presse syndicale. — L'unité ouvrière au congrès de Montpellier. — Souvenirs sur le congrès d'Amiens. — La scission syndicale de 1921. — Les grèves Molotov de 1947 et 1948 et les scissions syndicales nationales et internationale. — Amis de quarante ans.

L'EXEMPLAIRE : 690 FRANCS